



THÉMATIQUE

RRN dossier

L'Approche économique alimentaire : cadre permettant de comprendre les stratégies de subsistance en milieu rural

par Tanya Boudreau

Résumé

Ce dossier présente l'Approche économique alimentaire, telle que la conçoit Save the Children Fund-UK, comme moyen d'analyser la sécurité alimentaire des ménages. L'organisme a adopté cette approche au début des années 90. Ce rapport expose en détail leur manière d'identifier et quantifier l'accès de chaque ménage à des vivres – à la fois pendant les années « normales » et les années « mauvaises ». Les notions conceptuelles à la base du modèle sont examinées en répondant aux questions : « qu'est-ce que l'approche économique alimentaire ? », « à quoi sert-elle ? », « comment fonctionne-t-elle ? » et « qui fait quoi ? ». Puis l'élaboration de la « description initiale » est expliquée – comment différentes familles dans une zone économique alimentaire spécifique obtiennent habituellement un revenu alimentaire et non alimentaire. Le recueil d'informations, la quantification et les méthodologies d'évaluation sont des sujets explorés à l'aide de graphiques circulaires et de tableaux. Trois études de cas examinent l'application de l'approche dans le sud du Soudan, dans le nord du Kenya et au Rwanda.

Ce dossier met en lumière certaines difficultés rencontrées lorsque SCF-UK a mis en oeuvre l'approche, comme celle de définir une année « normale » ; la fiabilité et la qualité de la source des données ; et le besoin de recruter un personnel compétant, hautement formé et motivé.

Ce dossier offre un point de départ pour d'autres délibérations et débats sur l'Approche économique alimentaire, car il décrit avec précision le mécanisme du modèle et montre, à l'aide d'études de cas, comment ce modèle a été utilisé pour débattre certains problèmes de sécurité alimentaire fondamentaux auxquels sont confrontés tous les organismes associés à la sécurité alimentaire. Ce n'est qu'en acquérant une compréhension initiale de cette approche que les organismes pourront s'engager effectivement dans un débat fructueux déterminant si elle aborde ces sujets d'information et d'analyse de façon efficace et appropriée.

Veillez envoyer vos observations sur ce dossier au:

Réseau Aide d'Urgence et de Réhabilitation
 Overseas Development Institute
 Portland House
 Stag Place
 Londres SW1E 5DP
 Royaume-Uni
 Tél: +44 (0) 171 393 1674/31
 Fax: +44 (0) 171 393 1699
 Email: rrn@odi.org.uk
 Site web: www.oneworld.org/odi/rrn/index.html

Une copie de vos observations sera envoyée à l'auteur. Certaines observations seront publiées dans le Bulletin.

L'Auteur

Depuis 1994, Tanya Boudreau travaille conjointement avec SCF-UK, le PAM et le HCR dans le Soudan du sud, au Kenya, en Angola, au Ouganda, en Tanzanie et en Ethiopie. Elle effectue des évaluations sur l'économie alimentaire dans les milieux ruraux, périurbains et réfugiés de ces pays. Dans le PAM, elle a créé l'Unité pour les analyses de l'économie alimentaire pour Operation Lifeline Sudan et, en 1996, elle a compilé des profils de base sur l'économie alimentaire en Angola et en Tanzanie, dans le cadre du Projet « Risk Map » de SCF-UK (cartographie des risques). A titre d'expert-conseil, elle s'occupe actuellement d'un projet expérimental ayant pour objet de regrouper les informations sur la prédiction des climats concernant El Niño et l'analyse « Risk Map » au Zimbabwe, en vue de constituer un système d'alerte rapide.

Mme Boudreau vient de Pennsylvanie, aux USA. Elle a obtenu une licence en histoire (Bachelor's degree) du Collège de Swarthmore, centrée sur les études africaines, et une maîtrise (Master's degree) de l'Université de Boston, axée sur l'anthropologie de développement et la sécurité alimentaire.

Remerciements

L'auteur désire remercier Julius Holt pour avoir contribué à l'introduction de ce dossier et Penny Allen pour son assistance indispensable, et pour son sens de précision et de perspective grâce auquel la version finale de ce dossier a pu être menée à bien.

Des remerciements sont également adressés à Alistair Hallam pour ses observations et son soutien éditorial. Le RRN tient à remercier ceux qui ont revu le dossier à son stade préliminaire, dont Gary Eilerts – représentant régional pour l'Afrique du sud du Système d'alerte rapide sur la famine (*Famine Early Warning System (FEWS)*), Pablo Recalde et ses collègues de l'Unité du PAM pour la cartographie de l'évaluation de la vulnérabilité (*Vulnerability Assessment Mapping Unit (VAM)*), et plusieurs réviseurs qui restent anonymes.

ISBN: 0-85003-374-8

Prix: £5.00 (sterling) par copie (excl. affranchissement et emballage)

© Overseas Development Institute, Londres, 1998.

Des photocopiés de tout ou partie de la présente publication sont autorisés, dans la mesure où la source d'information est mentionnée. Toutefois, la documentation du Réseau, reproduite en grand nombre, doit être référée à l'ODI qui en détient les droits d'auteurs. Le coordinateur du Réseau Aide d'Urgence et de Réhabilitation serait reconnaissante d'être informée de tout usage de la documentation du Réseau aux fins de la formation, de la recherche ou aux fins de la conception, mise en application ou évaluation de programmes.

Table des matières

Préface	4
1. Introduction	5
2. Le modèle conceptuel	7
Qu'est-ce que l'Approche économique alimentaire ?	7
La description initiale	10
La spécification du problème : suivi de la sécurité alimentaire	18
Analyse des stratégies : les répercussions du problème sur les ménages	20
3. Manière dont l'Approche économique alimentaire a été utilisée : études de cas	25
Analyse des conséquences d'une perte soudaine de ressources alimentaires : sud du Soudan	25
Analyse des conséquences de la proposition de réduire les « incitations » : nord du Kenya	27
Déterminer qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire : Rwanda	31
4. Quelle direction suivre maintenant ?	33
Notes	34
Acronymes	35
Références	35

Préface

Ce dossier présente le mécanisme de l'Approche économique alimentaire, telle que la conçoit Save the Children Fund-UK (SCF-UK), dans un style que le public non spécialisé peut comprendre, et examine les avantages et les limites de cette approche. Ce travail s'est parfois avéré être ardu, en partie dû à certaines critiques plus fondamentales de l'approche, qui sont portées sur les particularités de son application plutôt que sur son optique générale. Comme nous avons souhaité faire état de ces critiques dans ce dossier, nous avons été inéluctablement poussés à entrer dans les détails, contredisant donc l'objectif original de rendre ce dossier accessible à tous.

Lorsque ce travail a été commissionné et réexaminé, il s'est révélé que bon nombre d'analystes de la sécurité alimentaire qui travaillent hors de SCF-UK n'ont pas pleinement connaissance de la manière dont l'approche fonctionne exactement. Ceci met donc sérieusement en doute la recherche des ONG. Si l'Approche économique alimentaire avait été conçue par un département universitaire, on aurait anticipé que les documents décrivant son fonctionnement et son application soient, tout au début, placés dans le domaine public ou réexaminés par des pairs. Pourtant, bien que SCF-UK se sert de cette approche depuis le début des années 90, jusqu'à présent, il n'a publié aucun compte rendu sur la manière dont elle fonctionne. Comme elle sert à déterminer les besoins en aide alimentaire de populations parmi les plus vulnérables dans le monde, on pourrait affirmer que SCF-UK aurait dû s'efforcer davantage de tester l'approche parmi ses pairs. Des ateliers ont été organisés avec le personnel de l'organisme, mais bon nombre d'analystes de la sécurité alimentaire estiment que d'autres initiatives auraient pu être entreprises.

En dialoguant avec les critiques, on s'est également aperçu que le modèle évoluait. Malgré tout, les analystes de la sécurité alimentaire dans les organismes associés n'étaient pas au courant des changements qui avaient lieu. Il s'agit, une fois de plus, d'une question de transparence et de dissémination. L'un des changements importants consiste à savoir dans quelle mesure l'Approche économique alimentaire du SCF-UK peut servir d'outil de prédiction. Par le passé, les exécutants du SCF-UK en matière d'économie alimentaire avaient tendance à croire qu'une fois les données

obtenues et incorporées dans l'ordinateur, le programme « Risk Map » (carte des risques) fournirait des prédictions raisonnables sur les problèmes de sécurité alimentaire imminents. Mais, depuis peu de temps, ils changent d'attitude et proposent que le cadre de l'économie alimentaire serve de base pour un suivi régulier des activités, vérifiant sans cesse si tout fonctionne comme prévu, ou si un ou d'autres paramètres ont été modifiés et, dans ce cas, ce que cela signifie.

L'Approche économique alimentaire se sert du concept des Zones économiques alimentaires (ZEA), qui ne correspondent pas nécessairement aux démarcations administratives. Les données de SCF-UK ne peuvent donc pas toujours être intégrées dans d'autres systèmes de sécurité alimentaire, et vice versa. De ce fait, des tensions se sont établies entre les analystes de l'économie alimentaire et les spécialistes en sécurité alimentaire, dont l'approche est différente. Nous examinons ici les causes de ces tensions.

A l'issue de ce dossier, le RRN souhaite qu'une meilleure connaissance de l'Approche économique alimentaire et des débats qu'elle suscite, soit acquise. Il est tout d'abord nécessaire de donner une description précise du fonctionnement du modèle, et quelques exemples de son utilisation. Pour ce faire, nous avons cherché un auteur qui connaît bien l'approche, car il s'en sert chaque jour. Ce dossier a donc été rédigé par quelqu'un qui, dans l'ensemble, préconise l'approche. Les lecteurs doivent tenir compte de ce fait, mais nous espérons que ce rapport n'en est pas pour le moins équilibré.

Il semble fortement recommander qu'une évaluation indépendante soit faite, à la fois de l'Approche économique alimentaire et des autres manières d'aborder la sécurité alimentaire. Fournissent-elles des informations qui sont fiables et d'une utilité quelconque aux décideurs ? Où sont-elles utiles et où ne le sont-elles pas ?

Toutes les observations que nous recevrons concernant ce dossier, seront fort appréciées. Certaines seront publiées dans le Bulletin d'information du RRN. Des exemplaires seront également transmis à l'auteur.

Alistair Hallam

Editor

1

Introduction

L'Approche économique alimentaire est un cadre permettant d'analyser la sécurité alimentaire des ménages. C'est l'une des nombreuses approches qui ont résulté d'études entreprises pendant plus de vingt ans par plusieurs organismes et chercheurs en matière de nutrition, sécurité alimentaire et planification d'urgence. Ces études ont été motivées, en majeure partie, par la nécessité d'obtenir des informations d'une utilisation pratique pour répondre aux pénuries alimentaires. Initialement, l'expression « économie alimentaire » a été employée par SCF-UK au début de la présente décennie, en vue de décrire le type d'analyses et de procédures qui étaient élaborées par leurs exécutants dans le domaine de la sécurité alimentaire, en se servant des études rapides qu'ils avaient effectuées sur une grande échelle sur le terrain, et de leur cartographie des risques (« risk-mapping ») (cf. Encadré n° 1, page 9) – projet dont l'objet consistait à mettre au point une méthodologie pour l'analyse de la vulnérabilité.

Les circonstances quotidiennes de ménages ruraux typiques figurent au cœur de l'approche. Il est essentiel que les exécutants dans le domaine de l'économie alimentaire comprennent par quels moyens ces familles se procurent habituellement des vivres, de façon à prévoir comment elles réagiront en cas de crise. SCF-UK s'est intéressé à leur accessibilité aux vivres au moment où l'on commençait à s'accorder sur le sens du terme « sécurité alimentaire ». Cette définition mettait l'accent sur le fait d'assurer une consommation

alimentaire régulière et adéquate aux populations, plutôt qu'uniquement sur l'adéquation apparente du rendement à un niveau géographique quelconque. Les publications sur la famine résultant de crises qui avaient eu lieu en Afrique dans les années 70, soulignaient le rôle important que joue le marché lorsqu'il s'agit de déterminer si des populations souffrent de la faim. Le point de vue qui s'en dégageait était que les agriculteurs pauvres dépendent souvent beaucoup de transactions en liquidités ou d'autres formes d'échange pour se procurer des vivres.

D'autres périodes de grande sécheresse et de famine ont eu lieu en Afrique au cours des années 80. Ceci a poussé les gouvernements et les organisations à concevoir des systèmes d'alerte rapide sur la famine, qui consistaient, entre autres, à établir des bilans alimentaires sur le plan national ou sous-national. Grâce à l'amélioration des levés topographiques des terres agricoles, de la météorologie et des données-image par satellite, l'exactitude de ces bilans s'est accrue et ils sont devenus un instrument important pour prévoir les effets des pires catastrophes. Toutefois, ils se sont avérés moins utiles pour les années (plus fréquentes) où une baisse plutôt qu'une catastrophe s'est produite dans le rendement ou l'échange de vivres. Dans ces circonstances, il est donc plus difficile de déterminer les populations qui sont vulnérables et celles qui souffriront de la faim : une décision plus délicate s'impose donc de savoir jusqu'où leurs « systèmes de survie » leur

permettront d'éviter des difficultés, et dans quelle mesure ils devront vendre leurs avoirs et s'éparpiller.

Un point important de l'Approche économique alimentaire est l'attention que l'on prête à expliquer, contexte par contexte, le rapport entre la pauvreté et la vulnérabilité. Les exécutants dans le domaine de l'économie alimentaire font une nette distinction entre la « vulnérabilité » et la « pauvreté », sans aucune corrélation linéaire directe entre elles. On peut être pauvre ; mais on n'est pas simplement vulnérable, on est vulnérable à quelque chose. Un investisseur riche qui place tout son argent dans des actions est vulnérable à une chute soudaine du marché ; de même, un pastoraliste riche est vulnérable à un déclenchement de peste bovine. Les ménages pauvres sont souvent les moins

vulnérables à un changement unique de conjoncture économique, car ils ont tendance à appliquer des méthodes diversifiées pour s'assurer un revenu. En revanche, ce sont peut-être les plus vulnérables à un repli soudain de tous les aspects d'une conjoncture économique, car leurs économies et leurs avoirs – dont ils se servent en cas de crise – ont tendance à être minimaux.

Ce dossier vise à présenter le modèle conceptuel étayant l'Approche économique alimentaire, en décrivant les indicateurs importants employés dans l'analyse, et la procédure ayant servi à évaluer les répercussions d'un problème spécifique sur les ménages. Des études de cas démontrent comment le modèle a été appliqué en pratique – dans le sud du Soudan, au nord du Kenya et au Rwanda.

2

Le modèle conceptuel

2.1 Qu'est-ce que l'Approche économique alimentaire ?

L'Approche économique alimentaire est un cadre permettant d'analyser la sécurité alimentaire des ménages. Son objectif est d'identifier et de quantifier les moyens dont disposent les ménages pour se procurer des vivres.

Le cadre de l'économie alimentaire a pour principe fondamental qu'il est essentiel de comprendre la manière dont les familles se procurent des vivres pendant les années « normales », dans le but d'analyser les répercussions des chocs extérieurs sur leur accessibilité à des vivres pendant une année « mauvaise ». La description d'une « année normale » aide à déterminer les indicateurs-clé nécessaires au suivi de la sécurité alimentaire, et à comprendre la portée des changements de ces indicateurs.

L'analyse de l'économie alimentaire vise à aider toute prise de décision opérationnelle, mais elle n'est pas sensée fournir « la réponse ». Elle vise plutôt à prévoir un examen plus rationnel des options dont disposent les décideurs et à encourager l'analyse critique et les débats.

2.1.1 A quoi sert-elle ?

L'analyse de l'économie alimentaire a plusieurs fonctions :

- évaluer les besoins de secours
- rationaliser l'utilisation de l'aide alimentaire

- fournir une alerte rapide sur les crises alimentaires
- comprendre la manière dont les familles « joignent les deux bouts »
- comprendre les causes de la migration rurale vers les zones urbaines
- élaborer des politiques pour lutter contre la faim chronique

Jusqu'à présent, la façon la plus courante d'appliquer l'économie alimentaire a été d'estimer les besoins en aide alimentaire. L'approche a toutefois la capacité d'informer les décisions concernant d'autres types de services qui peuvent soutenir la sécurité alimentaire sur une plus longue échéance, comme la distribution de matériel de pêche ou les services vétérinaires.

2.1.2 Comment fonctionne-t-elle ?

L'Analyse de l'économie alimentaire s'effectue en trois phases distinctes, présentées au Schéma 1 (cf. page 8).

La première phase consiste à élaborer une description de base de la manière dont les familles dans une zone spécifique, survivent pendant les années « normales ». Cette description est géographiquement spécifique (par Zone économique alimentaire – cf. paragraphe 2.2.1 à la page 11 pour plus de détails) et reflète les différentes classes de richesse (pauvre, moyenne, riche¹) dans une zone donnée. Elle contient des informations

Schéma 1

Processus d'Analyse de l'économie alimentaire

1. La description de base

- manière dont les ménages se procurent habituellement des vivres et un revenu en liquidités et leurs contributions (en %) relatives ;
- liaisons avec le marché et avec les réseaux sociaux et familiaux ;
- avoirs (réserves de vivres habituellement stockés d'une saison à l'autre ; cheptels ; économies en liquidités ; biens d'équipement) ; et si possible ;
- structure des dépenses habituelles.



2. Spécification du problème

L'ensemble des informations concernant les changements survenant dans une économie plus large, qui affectera le rendement et les options d'échange dont disposent les ménages - par exemple, un rendement des cultures 75 pour-cent de la normale ; des prix de céréales 125 pour-cent de la normale.



3. Analyse de la stratégie

- i) *Evaluer le déficit initial*
Répercussions du « problème » sur l'accessibilité des ménages aux ressources alimentaires, avant de tenir compte des mécanismes de « survie » : par exemple, quel pourcentage du revenu alimentaire des ménages sera perdu, si 25 pour-cent des cultures manquent ?
- ii) *Evaluer de combien le déficit initial peut être réduit*
Dans quelle mesure chaque méthode employée par le ménage pour se procurer des vivres et des liquidités, peut être étendue pour combler le déficit, par exemple, en augmentant la consommation d'aliments sauvages, en travaillant davantage en tant que manoeuvre ou en vendant davantage de bétail.



4. Conclusions

- estimation du déficit en revenu alimentaire auquel les ménages sont susceptibles de faire face, en tenant compte de leur aptitude à survivre en se servant de leurs propres ressources ;
- coûts que cette manière de « survivre » représentent pour les ménages en diminution d'avoirs ou éparpillement de la famille ;
- répercussions probables de différents niveaux, et formes, d'aide.

sur les sources d’approvisionnement alimentaire et de revenus en liquidités (comme le montre le graphique circulaire) ; sur le marché ou les contacts sociaux par lesquels les ménages s’assurent un revenu ; et sur les avoirs détenus. Les descriptions initiales contiennent également de plus en plus des informations sur la structure des dépenses.

La deuxième phase concerne la spécification du problème – l’identification des changements éventuels des conditions agricoles, économiques ou des conditions de sécurité, qui affecteront l’accessibilité des familles aux ressources alimentaires. La sécheresse, par exemple, peut faire baisser la production des cultures à 70 pour-cent

de la normale ; ou une perturbation du marché peut faire monter les prix des céréales à 150 pour-cent de la normale.

La troisième phase concerne « l’analyse des stratégies » – évaluation indiquant dans quelle mesure les changements identifiés dans la spécification du problème affectent l’accessibilité de différents ménages aux ressources alimentaires. Cette analyse comporte deux étapes : premièrement, une évaluation du « déficit initial » résultant des changements, et deuxièmement, une évaluation indiquant dans quelle mesure les familles sont capables de faire front à ce déficit.

Encadré n° 1

« Risk Map »

« Risk Map » est un programme logiciel conçu pour « l’analyse des stratégies ». Il comporte une base de données spécialisées par pays, qui comprend des descriptions initiales de plusieurs pays africains, dont l’Angola, l’Ethiopie, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Soudan (nord et sud), l’Ouganda et le Zimbabwe. Des descriptions initiales sont aisément accessibles, ce qui permet à l’utilisateur de faire une comparaison rapide des aspects de l’économie rurale de différentes zones, comme l’importance du bétail pour les besoins alimentaires annuels ou l’importance de l’échange comme part du revenu alimentaire annuel.

L’utilisateur peut imposer à cette base de données un problème lié à un manque de récoltes et/ou à un manque de pâturages et/ou à l’accès aux marchés, quel que soit son niveau de gravité. Le programme analyse ensuite les conséquences du problème et offre une estimation du pourcentage de la population susceptible de connaître une pénurie alimentaire, et de l’ampleur de cette pénurie. Les résultats peuvent être affichés sur une carte, sous forme graphique ou textuelle. Le processus d’évaluation peut être affiché phase par phase, étant donné que le programme traite :

- des conséquences sur les sources d’approvisionnement alimentaire courantes et de revenu des ménages pauvres/moyens/riches ;
- des réserves alimentaires et des économies en liquidités ou avoirs en capital auxquels les ménages pourraient avoir recours ;
- de la disponibilité d’aliments sauvages ;
- de la redistribution des vivres, des personnes aisées aux plus pauvres dans la communauté ;
- de la vente de bétail en vue d’acheter des vivres ;
- de la disponibilité d’un emploi supplémentaire – par le biais, entre autres, de la migration – qui peut permettre aux ménages d’acheter des vivres.

L’utilisateur peut également consulter les résultats obtenus, si un ou plusieurs de ces mécanismes de survie sont exclus. Si, par exemple, l’utilisateur désire connaître le montant d’aide alimentaire nécessaire pour empêcher les ménages de vendre leurs avoirs ou de migrer en grands nombres en vue de trouver du travail, ces options peuvent être bloquées et l’analyse effectuée sur cette base. Le programme s’exprime donc sur la protection, tant des stratégies de subsistance que des vies humaines.

Source: Le Projet « Risk Mapping », SCF-UK, Unité pour l’élaboration des politiques

2.1.3 Qui fait quoi ?

- La première phase – créer une description initiale – est habituellement effectuée par les analystes de l'économie alimentaire de SCF-UK, lors de courtes visites commissionnées par divers organismes et programmes de pays ou par un personnel d'exécution formé, dans le cadre d'une opération en cours dans un pays.
- La deuxième phase – spécification du problème – se sert des informations recueillies principalement à l'aide des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire des ONG, de la FAO, du PAM, du FEWS et des bureaux administratifs.
- La troisième phase – analyse des stratégies – est habituellement effectuée par des analystes de la sécurité alimentaire employés par SCF-UK. Parfois, l'analyse est assistée par un programme informatique nommé « Risk Map » (cf. Encadré n° 1 ci-dessus). « Risk Map » a servi à analyser les situations à Darfur, en Ethiopie et au Zimbabwe, mais cette analyse est, en majeure partie, effectuée avec du papier et un crayon.

Dans le chapitre suivant, une description générale sera faite des principes qui sous-tendent l'Approche économique alimentaire : les conditions pour obtenir une description initiale ; les indicateurs permettant de dégager une spécification du problème ; et le processus visant à analyser les répercussions d'un problème sur l'accessibilité des ménages aux ressources alimentaires.

2.2 La description de base

Encadré n° 2

La description de base

Sécurité alimentaire : accès à une quantité et qualité suffisantes de vivres, assuré à tous en permanence, en vue de soutenir une vie saine et active.

Economie alimentaire : l'ensemble des moyens par lesquels les familles obtiennent des vivres.

A présent, il est généralement accepté que la culture n'est pas la seule ressource alimentaire des familles rurales. La majorité d'entre elles dépendent de plus en plus du marché et exercent un emploi, une activité commerciale ou d'autres activités leur

permettant de se procurer des liquidités pour l'achat de vivres et d'autres produits essentiels.

En vue de comprendre l'impact des fluctuations pluviométriques ou des prix, il est essentiel d'étudier toutes les activités économiques qu'exercent les populations rurales. De mauvaises récoltes, par exemple, auraient moins de répercussions sur une famille qui compte sur un emploi urbain que sur une famille qui dépend fortement du rendement de ses propres cultures. Le point de départ de l'analyse de l'économie alimentaire est donc la description de base – la manière dont différentes familles qui vivent dans une zone économique alimentaire spécifique obtiennent habituellement un revenu alimentaire et non alimentaire. La description initiale renferme les informations suivantes :

- les sources d'approvisionnement alimentaire ;
- les sources de revenu en liquidités ;
- les moyens dans le marché, et hors du marché, par lesquels les familles se procurent des vivres et des liquidités : où elles se rendent pour trouver du travail ou vendre du bois de feu, et quand et où elles achètent des céréales ; le type de relations de parenté ; etc. ;
- les avoirs qu'elles détiennent, dont les réserves alimentaires, leurs économies en liquidités et le bétail qu'elles possèdent.

Des informations sur leurs dépenses sont également de plus en plus souvent recueillies.

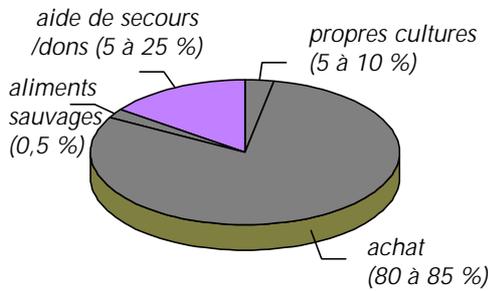
Le Schéma 2 (ci-contre) donne un exemple de la manière dont la description initiale est habituellement présentée. Il indique les sources de revenu alimentaire des ménages dans une région du Kenya. Le calcul de ces pourcentages est expliqué en détail au paragraphe 2.2.5 sur la quantification (page 14).

Quatre éléments de l'analyse de l'économie alimentaire, qui sont implicites dans le Schéma 2, nécessitent d'être élaborés. Premièrement, la description s'applique à un lieu géographique spécifique de la Zone économique alimentaire (Bas-Kitui). Deuxièmement, les descriptions du graphique circulaire sont différenciées en fonction de la richesse. Troisièmement, elles se rapportent à une année « normale ». Et finalement, l'importance relative des options alimentaires est représentée par une fourchette de pourcentages pour l'année.

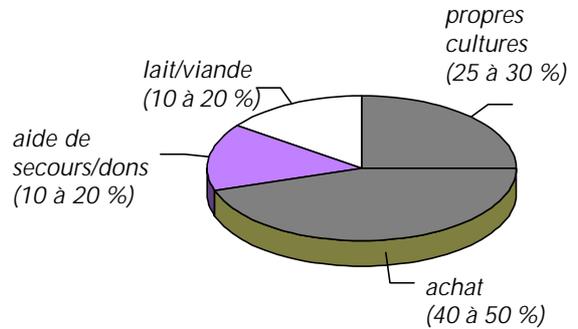
Schéma 2

Sources d'approvisionnement alimentaire des familles dans les plaines du Kitui, au Kenya : une année « normale »

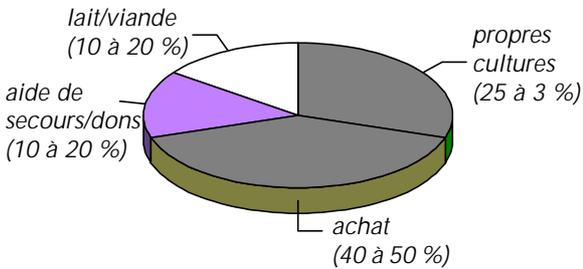
ménages très pauvres



ménages moyens



ménages riches



L'importance relative des options alimentaires varie selon le niveau de la richesse : les ménages riches, par exemple, ont davantage accès au bétail et à leur propres cultures, que les groupes plus pauvres. L'achat, en revanche, est fort important pour les familles pauvres.

En raison de ces variations, les répercussions des pénuries alimentaires sont différentes pour chaque groupe.

Source : FEAT, juillet 1997.

2.2.1 Les Zones économiques alimentaires

Les descriptions de l'économie alimentaire se rapportent aux Zones économiques alimentaire (ZEA) – zones dans lesquelles les mêmes options de revenu alimentaire et de revenu en liquidités tendent à être disponibles et sur lesquels les familles plus ou moins pauvres et riches dépendent à divers degrés. Dans l'ensemble, les frontières agro-économiques déterminent le contour initial des ZEA. Par la suite, plusieurs facteurs, qui peuvent définir les risques partagés, délimitent plus clairement le contour initial, entre autres : les écarts de rendement des cultures, le nombre de têtes de bétail, l'existence de rivières et de lacs, les opportunités offertes par les plaines ou les régions montagneuses, et la proximité des marchés. Un exemple de la délimitation des ZEA est présenté au Schéma 3 – (cf. page 12).

Il paraît logique d'utiliser les ZEA plutôt que les démarcations administratives conventionnelles, car ces dernières peuvent englober plusieurs zones différentes de « stratégies de subsistance » : par exemple, les ménages dans une région montagneuse

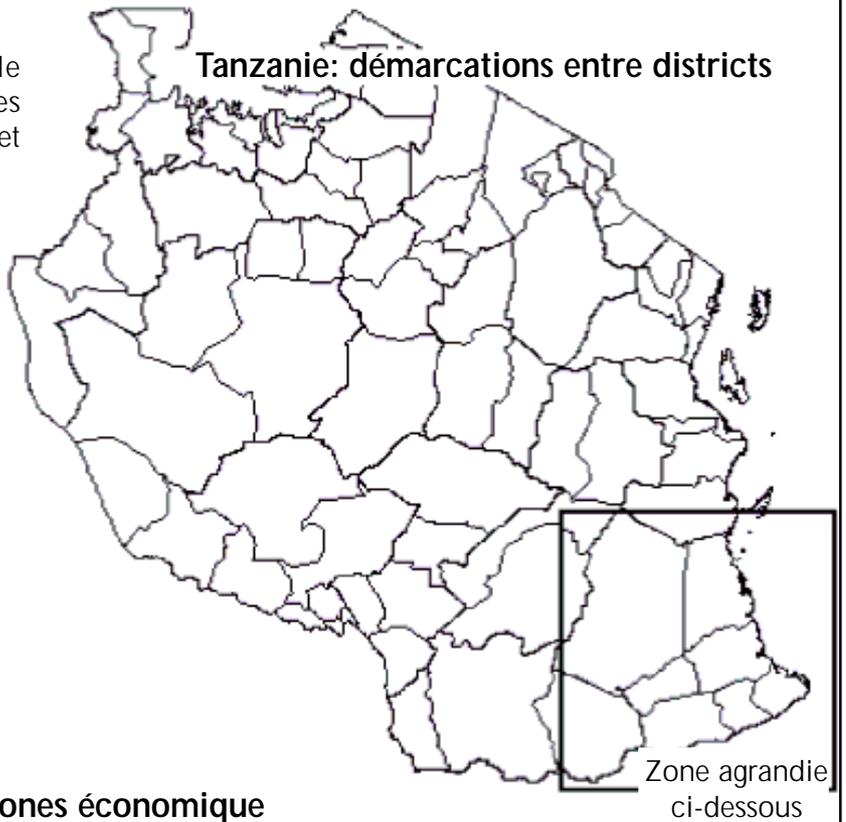
– où ils dépendent en grande partie de la production agricole et où les possibilités d'obtenir des liquidités sont limitées – seront probablement vulnérables aux pénuries alimentaires d'une toute autre manière que ceux qui vivent dans des plaines – où leur revenu est généré par les têtes de bétail qu'ils possèdent et par l'emploi. Les données recueillies sur les stratégies de subsistance en fonction de la région administrative représenteraient une moyenne de deux populations tout à fait différentes ; un chiffre – disons – concernant la récolte prévue pour cette région ne sera pas représentatif du chiffre pour la récolte d'une famille « réelle », et ne fera état ni de l'une, ni de l'autre réalité. Une analyse de la vulnérabilité d'un district, fondée sur un ensemble de données administratives induira probablement en erreur, si les écarts entre les différentes stratégies de subsistance dans le district sont importants.

Ces variations se produisent couramment à l'intérieur des démarcations d'unités géographiques relativement petites. Dans le Comté Bor, par exemple, dans le sud du Soudan, la majorité des familles sont des agro-pastoralistes et comptent sur la pêche saisonnière. Pourtant, le long du Nil, qui

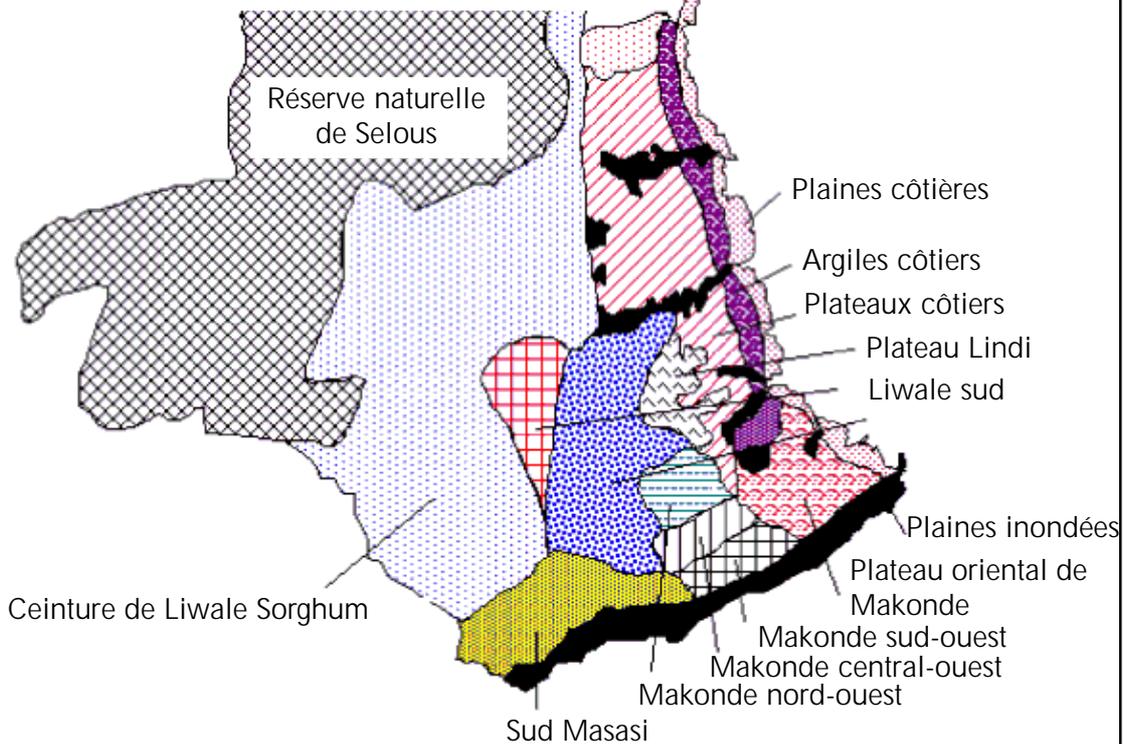
Schéma 3

Un exemple de délimitation d'une ZEA : Tanzanie

Evaluation de SCF-UK de l'économie alimentaire des ménages – Régions Mtwara et Lindi – novembre 1997



Zones économique alimentaire dans la région côtière du sud de la Tanzanie



Source : Land Resource Development Centre, 1993

délimite la démarcation ouest du comté, une minorité de familles gagnent leur vie en faisant de la pêche spécialisée et elles négocient avec les familles de Dinka pour obtenir des céréales. En temps de crise, la vulnérabilité de ces deux groupes se manifestera de façons fort différentes. De la même manière, les agriculteurs de subsistance et les manoeuvres salariés dans les plantations vivent couramment côte à côte dans le même district. Comme une sécheresse affectera ces deux groupes de façons différentes (entraînant une diminution du potentiel de rendement du premier groupe, et le pouvoir d'achat du second), il va de soi que chacun d'eux doit être examiné comme une ZEA séparée.

Bien que l'emploi de ZEA résolve dans une certaine mesure la difficulté que pose la présence de deux groupes dans la même région administrative, dont les stratégies de subsistance sont différentes, il crée d'autres problèmes, et ceci pour la raison suivante : bien que, dans la mesure du possible, les démarcations administratives servent à délimiter les ZEA, il n'y a aucune garantie qu'elles se chevaucheront parfaitement. Il se peut, en effet, qu'il n'y ait aucune corrélation entre les ZEA et les démarcations administratives. En conséquence, les données recueillies en tenant compte d'une ZEA peuvent ne pas être compatibles avec les données recueillies (parfois au cours de plusieurs années) en tenant compte de démarcations administratives. De ce fait, bon nombre de données observées ne peuvent être utilisées pour la formulation des descriptions initiales de l'économie alimentaire. Une autre difficulté se pose du fait que les gouvernements ont tendance à se servir des unités administratives existantes pour mettre en oeuvre des actions en réponse aux problèmes de sécurité alimentaire. Cette façon d'agir est coûteuse et produira inéluctablement des approximations, qui pourraient éventuellement entraîner des erreurs de calcul. Troisièmement, il se peut que les démarcations administratives soient délimitées depuis des décennies, et bien connues de tous, mais les ZEA sont déterminées, en dernier lieu, par l'agent d'exécution concerné en matière de sécurité alimentaire. Afin de s'assurer que tout le monde aborde le même problème, il faudra s'efforcer de faire en sorte que toutes les parties importantes concernées ont une notion bien définie des ZEA².

2.2.2 Différentiation entre les catégories de richesse

Un même choc extérieur aura des répercussions générales différentes sur chaque ZEA. De même, comme il est admis depuis longtemps, son impact sur les familles variera selon leur niveau de richesse. L'analyse de l'économie alimentaire tient donc également compte de ces différents niveaux de richesse.

Les options dont dispose un ménage pour se procurer des vivres dépendent des avoirs qu'il possède : il se peut qu'un ménage pauvre possédant peu de terres travaille sur celles d'un ménage plus riche, afin de se procurer de l'argent pour acheter des vivres, tandis qu'une famille riche peut affecter les bénéfices générés par l'agriculture à une activité commerciale. En cas de crise, les ménages pauvres et riches peuvent être touchés de manière bien différente, et il faut donc les examiner séparément. L'analyse sur l'économie alimentaire, toutefois, ne les examine pas de cette manière, mais les unes par rapport aux autres, car des échanges entre ces groupes détermineront typiquement le degré de gravité qu'auront les conséquences d'une crise.

Au minimum, l'analyse sur l'économie alimentaire répartit les familles en trois catégories de richesse – « pauvre », « moyenne » et « riche » – qui s'entrecoupent, mais d'autres catégories ont été rajoutées, le cas échéant et lorsque les délais le permettent. Sur le terrain, ces catégories sont déterminées au cours d'interviews avec des groupes-cible et des interviewés locaux importants³ ; les catégories « pauvre » et « riche » sont donc relatives aux critères locaux, et non pas à des critères déterminés à l'extérieur. Dans les zones pastorales, par exemple, la « richesse » est généralement définie en fonction du nombre de têtes de bétail que possède une famille. En revanche, dans les zones agricoles, il se peut que ce soit les terres qui constituent la variable la plus importante pour définir la pauvreté. Dans certaines zones, divers critères peuvent être utilisés, bien que les catégories de richesse sont toujours associées à un bien mesurable, comme un revenu en liquidités, le nombre de têtes de bétail, des hectares de terres. La création de catégories de richesse bien définies minimise la subjectivité inéluctable qui caractérise toute activité sur le terrain et permet de faire des comparaisons, aussi bien dans un même pays qu'entre plusieurs d'entre eux.

2.2.3 Une année « normale »

Dans le cadre de l'économie alimentaire, la définition d'une année « normale » est tout simplement l'année qui revient le plus souvent. Une année « normale » ne signifie pas nécessairement une bonne ou une mauvaise année de rendement, ni même qu'elle est acceptable du point de vue accessibilité alimentaire. Dans bien des économies semi-arides, on estime que l'année qui revient le plus souvent est une mauvaise année, ou une année au rendement insuffisant pour subvenir à un minimum de besoins ; de la même façon, dans le contexte de pays affligés par la guerre, comme le sud du Soudan, les années « normales » sont accablées de conflits. Dans ces circonstances, il peut s'avérer nécessaire d'inclure les incursions et le pillage dans toute analyse entreprise.

Lorsqu'il est difficile de définir une année « normale », une année particulière, désignée « de référence », est sélectionnée à la place, une des conditions primordiales de l'analyse étant de choisir une année de base de manière non ambiguë⁴. Une fois ce choix fait, on peut élaborer une description qui fournit un contexte permettant de comprendre les conséquences du changement.

2.2.4 L'option « vivres » et l'option « liquidités »

« Le revenu alimentaire » constitue les vivres qu'un ménage a l'habitude de consommer directement. Pour la majorité des enquêtes sur l'économie alimentaire, à l'exception des études sur l'économie alimentaire des réfugiés (où les circonstances méritent qu'on se penche de plus près sur les substances nutritives), l'essentiel est de comprendre comment un ménage arrive à répondre à ses besoins calorifiques de base.

Dans n'importe quelle société, les possibilités d'obtenir des vivres sont limitées. Dans l'ensemble, on peut les classer sous deux catégories – le rendement et l'échange – comme il est indiqué dans l'Encadré n° 3.

L'échange est une option qui comprend des transactions autres que de marché (comme par le biais de relations sociales) et des formes d'échange non mutuel, où un remboursement de la famille n'est pas anticipé. Il s'agit, entre autres, des dons de vivres offerts par d'autres membres de la famille, et les vivres de secours.

L'analyse de l'économie alimentaire est essentiellement une étude visant à déterminer les diverses options dont se servent certains ménages

Encadré n° 3

Options pour se procurer des vivres

Options de rendement

culture
bétail
pêche
chasse
aliments sauvages

Options d'échange

ventes de cultures vivrières et de cultures marchandes
bétail / ventes des produits du bétail
son propre travail
ventes de poisson
ventes d'aliments sauvages
vente de produits fabriqués chez soi
petit commerce
dons ou aide de secours
incursions / vol

dans une ZEA et l'importance relative de ces options dans une année normale. Les autres organismes qui s'occupent de la sécurité alimentaire élaborent, pour la plupart, des listes d'options semblables à celle figurant ci-contre : ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est, en revanche, c'est que l'approche en matière d'économie alimentaire consiste à quantifier les contributions des différentes sources d'approvisionnement alimentaire et de liquidités, et à les exprimer en termes relatifs (en pourcentage, par exemple), créant ainsi un modèle pour analyser les changements : si une option échoue, on constate immédiatement l'ampleur du déficit que ceci représente dans le revenu alimentaire global d'un ménage ; il est également possible d'examiner quelle autre option serait capable de combler le déficit, ou si tout échoue, quelle quantité de vivres de secours est requise.

2.2.5 Elaborer la description : quantification

La manière dont ces options sont quantifiées est, bien entendu, capitale. Pour l'essentiel, l'évaluation est simple et repose sur trois suppositions :

1. Pendant les années « normales », la majorité des personnes survivent⁵.
2. Afin de survivre, les membres d'une famille doivent se procurer en moyenne un minimum de calories (au moins) par jour pendant l'année⁶.

3. Quelle que soit l'économie, les options pour se procurer des vivres sont limitées au rendement ou à l'échange.

En fait, ces hypothèses plutôt élémentaires permettent de convertir en pourcentages les informations sur les sources d'approvisionnement alimentaire et exigent que la description soit « logique » dans l'ensemble. Si, par exemple, dans une zone donnée, on sait qu'une famille typique consomme environ 12 sacs de céréales par an, les données – qui indiquent que des ménages produisent seulement trois sacs par an de leurs propres cultures, tout en gagnant suffisamment d'un emploi saisonnier pour acheter 6 sacs par an – sont fausses ou incomplètes. L'Approche économique alimentaire exige alors que la situation soit réexaminée jusqu'à ce qu'elle soit « logique ».

2.2.6 Revenu alimentaire

Supposons que la majorité des personnes survivent pendant les années « normales » et que, pour survivre, elles doivent manger suffisamment (un simple minimum de 1900 kcal/personne/jour) et que l'on connaisse les options dont les familles se servent pour se procurer ces vivres et la quantité de vivres que chaque option leur fournit. On peut donc ainsi estimer approximativement la valeur relative de ces options par rapport aux besoins annuels. Pendant une année « normale », une famille de six qui se nourrit à base de céréales, par exemple, doit utiliser au moins un sac de 90kg de céréales par mois⁷, soit 12 sacs par an. Si une famille produit donc habituellement environ 6 sacs de céréales par an, le rendement de ses propres cultures représentera approximativement 50 pour-cent de son revenu alimentaire annuel. On peut faire ce même genre de calcul pour les produits qui ne sont pas à base de céréales, en les convertissant en équivalents calorifiques et en comparant ce qu'on obtient avec un minimum nécessaire normal de tant de kcal/personne/jour.

Ces évaluations peuvent s'expliquer au mieux sous forme d'exemple. Supposons que, dans une zone où les repas comportent principalement des céréales – et, selon la saison, du poisson, du lait et de la viande – les interviews et la recherche indirecte réalisés ont révélé que, dans une famille pauvre :

- environ 7 à 8 sacs de céréales résultent chaque année de leurs propres cultures ;
- un des jeunes garçons travaille pendant les « mois de faim » pour l'une des familles plus riches dans le village, son travail consistant à

réparer les palissades et à défricher de nouvelles terres de broussailles. Il est employé pendant 5 mois et ramène chez lui en moyenne 2kg de céréales pour chaque journée de travail. Comme il travaille environ 4 à 5 jours par semaine, il gagne un « salaire » pendant environ 90 jours de l'année ;

- pendant la saison des pluies, deux des plus jeunes enfants pêchent dans une rivière à proximité. Ils attrapent entre 2 et 4 poissons par jour, chaque poisson pesant environ 1kg. La saison de la pêche dure trois mois, et débute juste après le commencement des pluies ;
- pendant l'année, les deux vaches à lait que possède la famille ont tendance à donner naissance et commencent à produire du lait ; la plupart du temps, la famille anticipe que chaque vache va produire 2 litres de lait vers le début, et 1 litre à la fin, des 4 mois de lactation ;
- pendant la saison sèche, la famille peut s'attendre à tuer au moins un de ses taureaux pour de la viande. Cette viande est distribuée à toute la communauté, mais pendant l'année, chaque famille reçoit au moins l'équivalent de ce qu'elle donne. Elles mangent également la viande du bétail qui meurt de causes naturelle et estiment que ceci représente au moins deux fois la quantité de viande qu'elles obtiennent de la carcasse d'un taureau ;
- elles reçoivent un sac de céréales chaque année pendant les distributions de vivres de secours.

L'Approche économique alimentaire consiste à comparer entre elles la valeur de ces options alimentaires. Des informations « qualitatives » sont présentées sous forme de liste d'options et quantifiées pour une famille de six – cf. Encadré n° 4, page 16

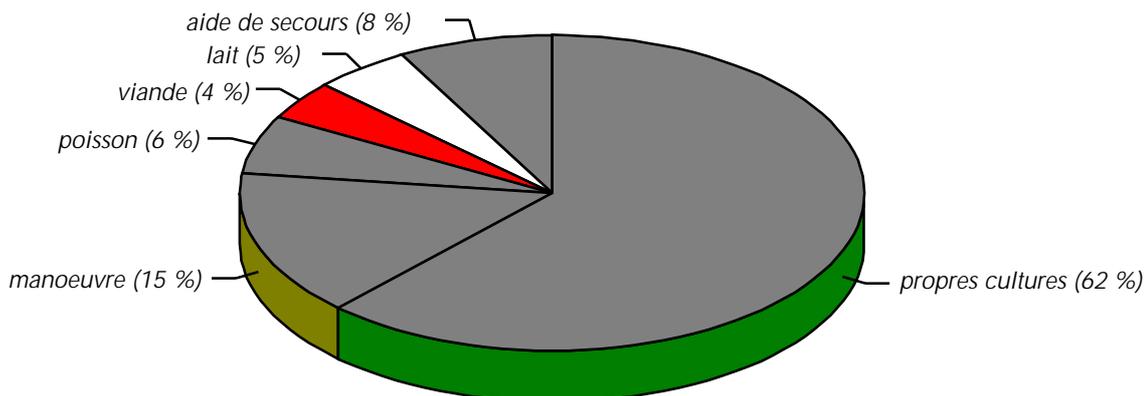
2.2.7 Revenu en liquidités

« Revenu en liquidités » est un terme employé pour expliquer d'où proviennent les liquidités qui constituent la part d'achat dans le graphique circulaire des sources d'approvisionnement alimentaire (ainsi que les liquidités qui servent à acheter les produits non alimentaires essentiels). Le revenu en liquidités et le revenu alimentaire sont deux catégories distinctes qui ne sont pas éventuellement regroupées. Les contributions en pourcentage de chaque source de liquidités sont calculées proportionnellement au total du revenu en liquidités. Prenons l'exemple du revenu d'une famille pauvre typique, qui peut provenir⁸ :

Encadré n° 4

Exemple de quantification pour une famille de six

- 8 sacs de céréales ;
- 90 jours en tant que manoeuvre au taux de 2 kg de céréales/jour ;
- 3 kg de poissons par jour pendant 3 mois ;
- 3 kg de viande par jour pendant 1 mois ;
- 3 litres de lait par jour pendant 4 mois ;
- 1 sac de vivres de secours



La méthode employée pour évaluer ces pourcentages a été exposée ci-dessus dans ses grandes lignes en se servant des céréales comme exemple. En prenant le lait pour autre exemple, l'estimation est la suivante :

- la valeur calorifique approximative d'un litre de lait de vache est environ 633 calories ;
- 3 litres de lait ont donc une valeur calorifique d'environ 1.900 calories, soit suffisamment pour répondre à un sixième du besoin minimum en calories par jour d'une famille de six ;
- cette source d'approvisionnement alimentaire existe seulement pendant quatre mois de l'année et représente donc un dix-huitième (un sixième multiplié par un tiers) du besoin minimum d'une famille pendant quatre mois de l'année, soit environ 5 pour-cent.

- de la vente de 2 quintaux (200 kg) de dolics (1 sac de 50 kg se vend pour 90.000 Shilling) ;
- de la vente de 18 litres de miel à 13.000 Shilling le litre
- du travail agricole pour les autres – 2 membres de famille qui travaillent pendant 90 jours pour 7.500 Shilling (au total) par jour ;
- de la vente de fruits et de légumes s'élevant au total à 150.000 Shilling.

Tous ces chiffres peuvent être exprimés en pourcentages du revenu total.

2.2.8 Autres informations : les avoirs et les connexions dans le marché, et hors marché

Outre les options de revenu alimentaire et de revenu en liquidités, dont disposent les familles pendant une année normale, l'économie alimentaire est fondée sur une recherche concernant les « options pendant les « mauvaises » années » ou les ressources sur lesquelles les ménages peuvent tirer au cours d'une mauvaise année. Ces ressources peuvent comprendre des avoirs :

- réserves alimentaires
- économies en liquidités / avoirs en capital
- têtes de bétail détenues

et l'aptitude à se procurer des vivres ou des liquidités d'une façon spécifique :

- augmentation des aliments sauvages
- autres emplois
- accroissement du petit commerce et autres activités commerciales
- augmentation des ventes de bois de feu/herbes/bière/produits artisanaux
- redistribution / dons

Estimer « l'extensibilité » des options susmentionnées n'est pas chose facile. En pratique, la manière de s'y prendre dépendra de l'objectif et du type d'évaluation en question. Si une crise s'est déjà déclenchée, il est peut-être possible de se faire une idée raisonnable des changements que connaissent : la demande d'ouvriers agricoles ou de bois de feu ; le potentiel de gagner de l'argent supplémentaire ; et la contribution des aliments sauvages au revenu alimentaire. Dans l'ensemble, toutefois, l'analyste doit souvent fonder son jugement au moyen des éléments suivants :

- les estimations fournies par les groupes-cible et les personnes interviewées sur le terrain, sur « l'extensibilité » potentielle des diverses options ;
- les estimations en rétrospective fournies par les groupes-cible et les personnes interviewées indiquant dans quelle mesure les options ont contribué au revenu alimentaire des ménages au cours d'une « mauvaise » année antérieure désignée ;
- une recherche documentée sur la manière dont la population a fait face à la situation pendant les « mauvaises » années précédentes ;
- une compréhension du marché local et du degré d'expansion possible de la demande (d'emplois et de bois de feu) au cours d'une mauvaise année, et des fluctuations probables des prix et des salaires.

Chaque option pour une « mauvaise » année est quantifiée selon sa capacité à répondre à un pourcentage des besoins alimentaires d'un ménage au cours d'une mauvaise année. Supposons que vous meniez une enquête sur les ménages moyens dans une ZEA spécifique et que vous dégagiez les informations exposées ci-après dans leurs grandes lignes concernant les réserves alimentaires, les aliments sauvages et les têtes de bétail détenues,

vous pourriez en arriver à l'une des conclusions suivantes sur le rôle des options pour une mauvaise année :

réserves alimentaires

- la plupart du temps, les ménages sont en mesure de stocker 1 à 2 sacs de céréales d'une année sur l'autre sous forme de réserves alimentaires (qui correspondent, grosso modo, à entre 8 et 16 pour-cent des besoins alimentaires annuels d'une famille de 6) ;

aliments sauvages

- par le passé, pendant les « mauvaises » années, les ménages pouvaient compter sur des aliments sauvages pour subvenir à un mois de vivres (environ 8 pour-cent des besoins alimentaires annuels) ;

têtes de bétail détenues

- les ménages moyens ont en moyenne 5 chèvres qu'ils peuvent vendre si l'année est mauvaise pour se procurer des liquidités leur permettant d'acheter des vivres (l'équivalent de 2 sacs de céréales, soit 16 pour-cent du revenu alimentaire annuel).

Les pourcentages précités servent ensuite à compenser un déficit initial au cours d'une mauvaise année. Il n'est pas compliqué de calculer exactement la part de besoins que chaque option de rendement (réserves alimentaires, aliments sauvages, pêche) est susceptible de couvrir pendant une mauvaise année, car il suffit simplement de prendre les chiffres résultant de l'enquête sur le terrain et de les appliquer par rapport au déficit. Dans ce cas, les réserves réduiraient donc le déficit initial, de 30 pour-cent à entre 14 et 22 pour-cent, et les aliments sauvages le réduiraient encore davantage, à entre 6 et 14 pour-cent.

Les options d'une mauvaise année qui dépendent d'une opération de marché sont plus compliquées et exigent que l'on comprenne non seulement ce qu'un ménage peut vendre (manoeuvre, bétail, autres avoirs), mais aussi le prix auquel ils sont susceptibles d'être vendus. Une évaluation des fluctuations probables du prix des céréales est également nécessaire. En d'autres mots, l'élasticité du marché constitue un élément important de l'évaluation d'une réduction du déficit, lorsqu'on traite d'options qui sont liées à ce marché. La manière dont les informations sont utilisées est expliquée plus en détail au paragraphe C ci-après.

2.2.9 Comment les informations sont recueillies sur le terrain

Au cours des années, SCF-UK a constaté que les informations « officielles » fournissent rarement une base suffisante pour comprendre les stratégies de subsistance des populations : souvent, les données qui sont publiées toutes ensemble (au niveau national ou provincial) ne peuvent être interprétées par rapport à un groupe spécifique de la population, même si elles portent sur les stratégies de subsistance, comme la superficie de terres détenues en moyenne ou la production des cultures par hectare. Dans certains pays d'Afrique, les enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages au niveau national sont effectuées à intervalles réguliers et produisent de vastes séries de données détaillées, qui couvrent bon nombre d'années. Ces enquêtes contiennent peut-être des données sur divers aspects des stratégies de subsistance des populations, mais les analystes de l'économie alimentaire sont d'avis que des informations plus localisées sont tout de même nécessaires pour « faire le récit » de la manière dont les populations survivent.

Les informations localisées peuvent provenir d'études officielles spécifiques, de projets entrepris par des ONG, ou d'activités scientifiques sur le terrain, et peuvent être un excellent moyen de comprendre la situation. Il est regrettable, toutefois, que ces données – lorsqu'elles existent – ne répondent que rarement à toutes les questions permettant d'établir un profil de l'économie alimentaire. En conséquence, même si l'Approche économique alimentaire se sert autant que possible de la documentation disponible, habituellement, elle dépend fort de la recherche préliminaire qui a été faite sur le terrain. On se sert souvent des techniques qui permettent de faire une évaluation rapide des communautés rurales, comme les représentations topographiques des communautés et les calendriers saisonniers, mais le moyen le plus courant d'obtenir des informations est d'entreprendre des interviews semi-structurés avec des particuliers et des groupes au sein d'un village ou d'une communauté.

On ne peut trop insister sur le fait que l'Approche économique alimentaire n'est pas une méthode pour obtenir des données sur le terrain et les moyens permettant de recueillir des informations ne lui sont pas particuliers. Il s'agit plutôt d'un cadre dans lequel ces informations peuvent être analysées. Ceci dit, les analystes montrent tout de même qu'ils font extrêmement confiance aux moyens utilisés pour

obtenir des données sur le terrain. Ceci est dû au fait que le cadre de l'économie alimentaire, lorsqu'on l'applique correctement, fait ressortir les anomalies présentes dans les informations recueillies sur le terrain, car la réponse à chaque question doit être logique, non seulement en elle-même, mais par rapport aux réponses à d'autres questions ; tout doit « rimer » dans la description. Les analystes sont d'avis que ceci impose une discipline sur la manière de recueillir les informations, et une certaine rigueur, qui n'est pas appliquée dans bon nombre d'études basées sur des questionnaires. Les données sur le terrain sont vérifiées par recoupement avec d'autres informations pratiques, et mises en comparaison avec des sources d'informations indirectes. En outre, du fait qu'une analyse a lieu sur le terrain plutôt que « là-bas, au siège », les contradictions ou les réponses bizarres peuvent être résolues sur le champ.

Toutefois, un problème majeur de l'approche n'est pas tant la qualité des données (préoccupation pour chaque méthodologie), mais dû aux demandes intellectuelles de la mission, aux compétences du personnel et au besoin de formation et de soutien continu. Nous débattons ce point davantage dans la première étude de cas sur le sud du Soudan.

Les informations essentielles nécessaires et des exemples de sources d'informations (qui peuvent varier en fonction du pays et des circonstances) sont résumés au Tableau 1 ci-contre⁹.

2.3 Spécification du problème : suivi de l'économie alimentaire

Les descriptions de base offrent le point de départ pour d'autres études, qu'une organisation soit sur le point de décider quelles options de développement communautaire ou propositions de politique macro-économique adopter, ou bien d'estimer les besoins en aide alimentaire. Il se peut que certains organismes ne s'en tiennent qu'à cette description de base et s'en servent pour examiner d'autres possibilités visant à renforcer les typographies des stratégies de subsistance existantes. Aux fins des activités relatives à l'alerte rapide et des estimations de l'aide alimentaire requise, deux autres phases au moins sont, toutefois, nécessaires : 1. La spécification du problème et 2. L'analyse des stratégies.

Une spécification du problème est l'ensemble des informations concernant les changements de l'économie plus large, qui affecteront les options

Tableau 1

Informations requises sur l'économie alimentaire	Quelques sources d'information courantes	Exemples de questions essentielles
(A l'intérieur d'un pays) ZONAGE DE L'ÉCONOMIE ALIMENTAIRE	Au niveau national : cartes agro-économiques, cartes des terres, cartes des cultures, cartes de la densité démographique, débats avec des interviewés importants au niveau national.	Quels sont les grandes différences géographiques des diverses stratégies de subsistance économiques, dont le rendement des cultures, les têtes de bétail détenues, la dépendance de la pêche, l'activité du marché, etc.?
(A l'intérieur d'une ZEA) DIFFÉRENTIATION DES CATÉGORIES DE RICHESSE	Au niveau de la région/ du district et du village : rapports des ONG/ gouvernement ; responsables au niveau régional, du district et du village ; chefs de village.	Quels sont les facteurs qui différencient les groupes de richesse ? De quelle manière la richesse est-elle répartie à l'intérieur d'une ZEA ?
(A l'intérieur d'un groupe de richesse) IMPORTANCE RELATIVE DES OPTIONS ALIMENTAIRES ET DE REVENU ET STRUCTURES DES DÉPENSES	Au niveau du village : interviewés importants provenant de familles pauvres, moyennes et riches ; rapports des ONG/gouvernement ; études agricoles ; études de marché.	Dans quelle mesure une famille dépend-elle de ses propres récoltes ? Existe-t-il un besoin saisonnier de trouver un emploi ? Quand, pour combien de temps ? Y-a-t-il d'autres sources de vivres et de revenu sur lesquelles ces familles peuvent compter ?
(A l'intérieur d'une ZEA) RÉSEAUX DE MARCHÉ ET DE CHANGE	Aux niveaux national/ régional/ du district et du village : négociants, études de marché, responsables gouvernementaux et rapports, etc.	Quels sont les caractéristiques des mouvements des vivres au sein du pays et entre le pays et ses voisins ? Quelle est l'importance des cultures marchandes ? Qui perdrait des vivres et un revenu si un marché spécifique échouait ? Comment les prix changent-ils, d'une bonne à une mauvaise année, et de la récolte, à la période avant la récolte ?
(A l'intérieur d'un groupe de richesse) OPTIONS D'UNE MAUVAISE ANNÉE	Au niveau du village : interviewés importants provenant de divers groupes de richesse ; chefs des villages	Quel niveau de réserves, économies et avoirs les ménages de chaque groupe maintiennent-ils ? Quelle est l'extensibilité des aliments sauvages et du poisson ? La redistribution ou le partage est-il un moyen courant de faire face à une crise alimentaire ?

de rendement et d'échange dont disposent les ménages ruraux. Pour une saison ou année donnée, il peut s'agir, par exemple, de changements dans le rendement des cultures, les prix ou la qualité des pâturages, par rapport à une année normale.

Pour l'analyse de l'économie alimentaire, l'idéal serait d'inclure une indication des résultats de toutes les options de rendement et d'échange dont disposent les familles rurales. Cependant, dans la majorité des cas, les renseignements sur la spécification du problème sont incomplets : la production des cultures (comme mesure supplétive pour le rendement des cultures), les prix (comme mesure supplétive pour l'activité liée au marché) et l'INDV (comme mesure supplétive pour les conditions des pâturages et, par extension, le bétail, la santé) ont tendance à être les seuls indicateurs que les organismes de suivi suivent inmanquablement.

L'élaboration de descriptions de base de l'économie alimentaire met en relief les indicateurs les plus appropriés au suivi, et offre un cadre qui permet d'explorer la manière dont les changements affectent les conditions économiques. Le Tableau 2 ci-contre, expose dans leurs grandes lignes certains domaines importants qui, selon l'opinion des analystes, devraient être mieux suivis.

Les informations relatives à la spécification du problème sont habituellement recueillies par un certain nombre d'organismes chargés de l'alerte rapide et d'organismes gouvernementaux, qui n'entreprennent pas nécessairement des enquêtes de base. De ce fait, une collaboration plus étroite est absolument nécessaire entre les analystes de l'économie alimentaire et les experts-conseil en suivi.

2.4 Analyse des stratégies : conséquences du problème pour les familles

Dans l'analyse des stratégies, l'évaluation des répercussions des problèmes identifiés dans la phase 2 (la phase de spécification du problème) concerne leur impact sur l'accessibilité des ménages aux ressources alimentaires. La première conséquence est désignée le « déficit initial ». Une évaluation est donc faite indiquant dans quelle mesure les ménages pourront y faire face.

Le Schéma 5 (à la page 23) illustre le processus analytique, de l'élaboration des descriptions de base, à l'évaluation des résultats. Pour éviter toute

confusion, l'exemple donné considère une économie alimentaire basée sur les céréales, typique mais hypothétique, et examine comment un problème « typique » – des précipitations insuffisantes – affecte l'accessibilité des ménages aux ressources alimentaires.

2.4.1 Evaluation du déficit initial

Le « déficit initial » se rapporte au déficit du revenu alimentaire d'une famille, qui résulte d'un changement des conditions extérieures (comme un manque de cultures), avant de prendre en compte les manières avec lesquelles cette famille pourrait combler ce déficit en se servant de ses réserves alimentaires, en consommant davantage d'aliments sauvages, ou en vendant le surplus de bétail.

Pour les familles¹⁰ « très pauvres » dans le plateau Lindi, dans le sud de la Tanzanie, par exemple, la description de base suggère que ces ménages dépendent du rendement de leurs propres cultures pour subvenir à entre 60 et 75 pour-cent de leur revenu alimentaire annuel, la plupart du temps. On pourrait estimer qu'une période de sécheresse qui a ramené la production à 50 pour-cent de la normale, crée un déficit initial d'au moins 30 à 38 pour-cent (cf. Schéma 4 à la page 22).

Cet exemple montre que la tâche peut être difficile, étant donné les nombreuses et diverses conséquences d'un problème même aussi simple que l'insuffisance de précipitations. L'exemple au Schéma 5 (cf. page 23) présente une spécification de problème typique dans un tel cas et les effets conséquents de chaque source d'approvisionnement alimentaire :

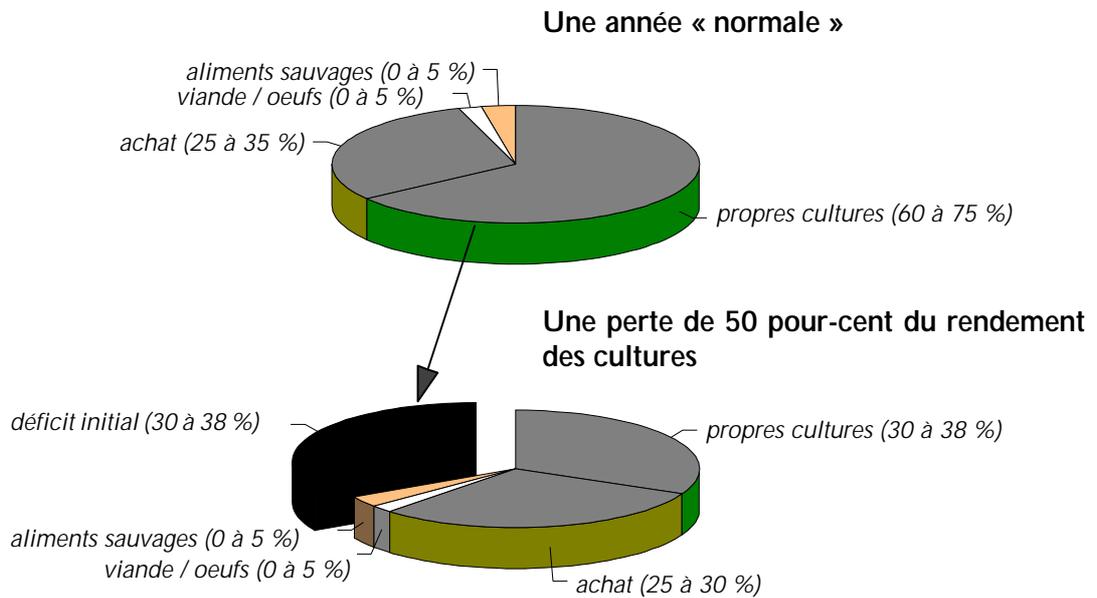
- rendement des cultures alimentaires réduit de 75% ;
la contribution des cultures au revenu alimentaire passe donc de 40 pour-cent à 30 pour-cent du total ;
le déficit causé par une diminution des récoltes s'élève à 10 pour-cent du revenu alimentaire.
- les productions de lait s'élèvent à 60 pour-cent de la normale en raison de la médiocrité des pâturages ;
la contribution du lait au revenu alimentaire passe donc de 10 pour-cent à 6 pour-cent du total ;
le déficit causé par une diminution des productions de lait s'élève à 4 pour-cent du revenu alimentaire.

Tableau 2

Option alimentaire ou option de revenu	Suivi à faire (les points critiques du suivi sont en gras et en italique - les indicateurs possibles figurent sous la rubrique "facteurs influants")	Interprétation compte tenu de la base de l'économie alimentaire
RÉDUCTION DES CULTURES VIVRIÈRES ET DES CULTURES MARCHANDES	<i>productions et rendement total par ZEA et groupe de revenu</i>	Les résultats du rendement doivent être mis en comparaison avec les estimations de base indiquant dans quelle mesure les populations dépendent annuellement des cultures. Les variations du rendement des cultures vivrières ne servent qu'à indiquer le niveau relatif de la sécurité alimentaire, lorsqu'on les compare avec une description de base sur le rôle important que jouent les cultures pendant les années « normales ». De la même manière, si des familles comptent sur des cultures marchandes pour s'assurer un revenu vital leur permettant d'acheter des vivres (ou si elles vendent des cultures vivrières en vue de se procurer un revenu pour des dépenses non alimentaires lorsqu'elles sont en manque de cultures marchandes), les conséquences de cette perte de ce revenu n'ont de sens que si on les compare avec les informations de base.
	<u>facteurs influants</u> contraintes du travail zone cultivée graines et outils dégâts causés par les insectes/parasites échelonnement des plantations profil des précipitations	
RENDEMENT DU BÉTAIL	<i>productions de lait et santé des bovins/chèvres/moutons par ZEA</i>	Une fois de plus, les résultats doivent être comparés avec les renseignements de base. Si les productions de lait sont inférieures à la normale, ou le nombre de bovins atteints de maladies est plus élevé, la ration alimentaire de certains groupes en sera directement affectée, de même que les cultures marchandes générées par les ventes de bétail.
	<u>facteurs influants</u> conditions des pâturages précipitations concentration des bovins déclarations de maladies	
RENDEMENT DE LA PÊCHE	<i>productions de la pêche</i>	Les niveaux de rendement de la pêche doivent être comparés aux informations de base, pour déterminer à la fois la part qui sera consommée immédiatement et celle qui contribuera au revenu en liquidités.
	<u>facteurs influants</u> niveaux de l'eau température de l'eau toxicité de l'eau matériel disponible	
RENDEMENT DES ALIMENTS SAUVAGES	<i>productions des principaux aliments sauvages utilisés dans les zones de très forte dépendance</i>	Il est difficile de savoir exactement si les productions d'aliments sauvages sont bonnes ou « mauvaises » d'une année sur l'autre, et un suivi des précipitations ne fournira pas nécessairement une réponse définitive sur les fluctuations de ces productions. La meilleure façon immédiate d'évaluer la part de contribution des aliments sauvages est d'effectuer une enquête sur le terrain, afin de comparer en termes purement relatifs la part d'aliments sauvages prévue cette année par rapport aux années précédentes. Tant que nous n'aurons pas de meilleures données sur la contribution nutritionnelle et les rendements « normaux » de divers aliments sauvages, cette méthode est peut-être la seule option.
	<u>facteurs influants</u> les précipitations et la température manoeuvres disponibles pour la collecte	
OPTIONS D'ÉCHANGE	<i>prix du consommateur et du producteur</i>	Les prix peuvent être utilisés en conjonction avec les informations de base, afin de permettre aux analystes d'évaluer raisonnablement la quantité de vivres que les familles peuvent perdre, si un prix spécifique monte ; ou le type d'avoirs que ces familles peuvent sans doute économiser, si le prix des céréales au détail baisse.
	<u>facteurs influants</u> élasticité des prix offre/demande infrastructure politiques gouvernementales	

Schéma 4

Déficit initial après une perte de 50 pour-cent du rendement des cultures : familles très pauvres à Lindi, Tanzanie



Parce que nous savons combien le rendement des cultures est important pendant les années « normales », nous pouvons estimer les répercussions d'une perte de rendement sur le revenu alimentaire au cours d'une mauvaise année.

Source : FEAT, novembre 1997

- les prix du bétail s'abaissent à 75 pour-cent de la normale, car les bêtes sont dans un état médiocre et un plus grand nombre de bêtes sont mises sur le marché ;

la vente de 2 chèvres qui, en temps ordinaire, permettrait d'acheter environ 2,4 sacs de 90 kg (soit 20 pour-cent du revenu alimentaire figurant dans la description de base), permettrait donc, à présent, d'acheter seulement 1,8 sac au prix normal des céréales. Mais compte tenu d'une augmentation de 25 pour-cent des prix de céréales, cette vente permettrait d'acheter seulement 1,4 sac, soit 12 pour-cent du revenu alimentaire ;

le déficit causé par une diminution du revenu généré par les ventes de bétail s'élève à 8 pour-cent.

- les possibilités de travailler, normalement en tant qu'ouvriers agricoles dans tous les cas, sont réduites de 50 pour-cent, car les agriculteurs plus riches en font moins la demande et qu'un grand nombre de personnes cherchant également du travail ont afflué dans les pays avoisinants ; le travail d'un membre d'une famille pendant 2½

mois lui permettrait, en temps normal, d'acheter 2½ sacs de 90 kg (soit environ 20 pour-cent du revenu alimentaire figurant dans la description de base), tandis qu'à présent, 1¼ mois de travail lui permettrait d'acheter seulement 1¼ sac de céréales aux prix habituels. Mais comme ces prix auraient augmenté de 25 pour-cent, ce revenu lui permettrait d'acheter une quantité encore réduite : seulement 1 sac, soit 8 pour-cent du revenu alimentaire ;

le déficit causé par une diminution du revenu généré par les travaux agricoles s'élève à 12 pour-cent.

Le déficit initial s'élève donc au total à 34 pour-cent du revenu alimentaire.

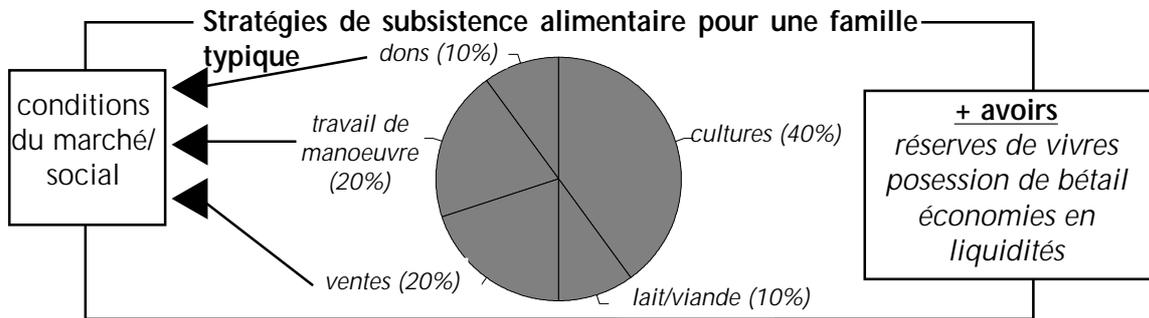
2.4.2 Evaluer de combien le déficit peut être réduit

Il ne s'agit pas seulement, bien entendu, d'évaluer le « déficit initial » ; nous devons également estimer les méthodes qu'emploient les familles pour combler ce déficit, et dans quelle mesure elles peuvent y parvenir. Sous-jacente à cette évaluation, est l'hypothèse que les familles tenteront de

Schéma 5

Analyse de l'économie alimentaire : impact de précipitations médiocres sur l'accessibilité des ménages aux ressources alimentaires

1. La description de base



2. Spécification du problème

Exemples de problèmes...

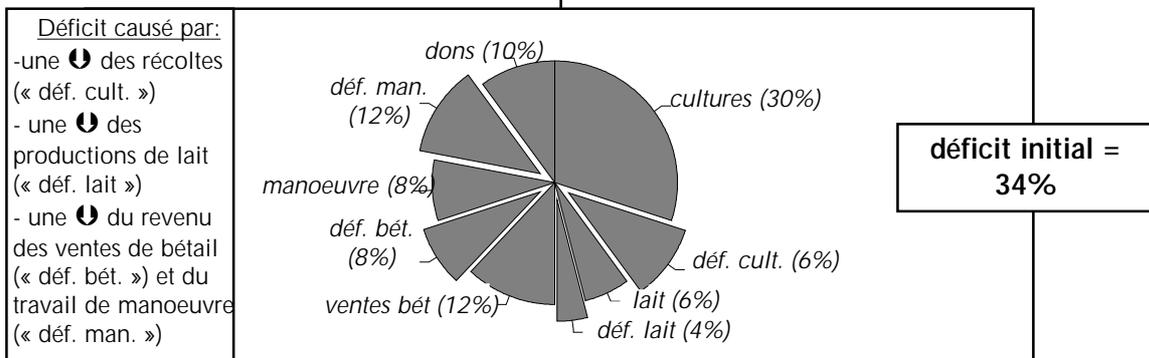
- Réductions de rendement (parasites / faibles précipitations / moins d'intrants)
- Pâturages médiocres
- Pêche plus médiocre
- Baisse de prix
- Hausse des prix de céréales

... qui sont exprimés comme suit :

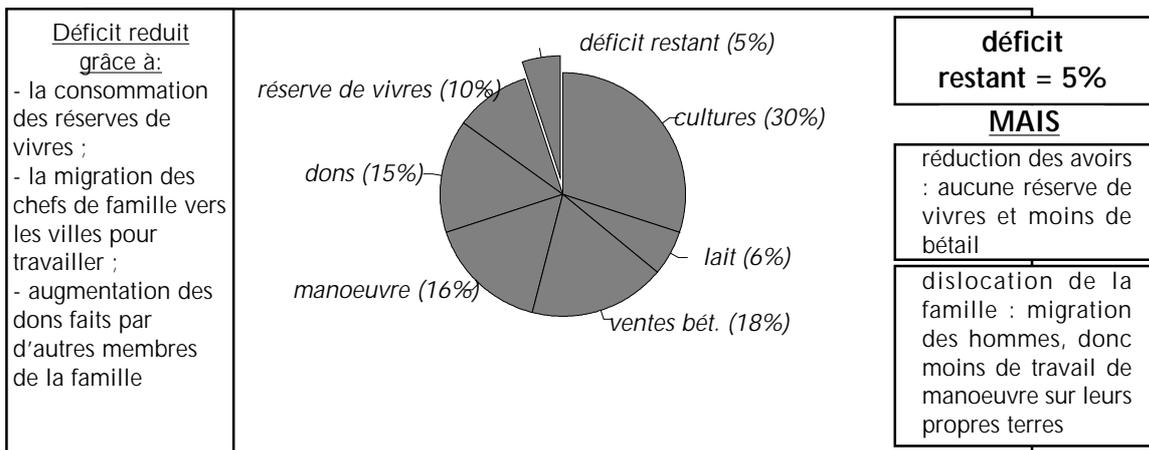
- Rendement des cultures vivrières - 75 % de la normale
- Productions de lait - 60 % de la normale
- Prix de bétail - 75 % de la normale
- Moitié du travail disponible par rapport à la normale
- Prix de céréales en hausse de 25 %

3. Analyse des stratégies

i) *Evaluer le déficit initial*



ii) *Evaluer de combien le déficit initial peut être réduit*



survivre en exploitant les options qui, d'une certaine façon, préservent, autant que possible, le capital productif – elles consommeront, par exemple, les réserves de vivres ou chercheront un emploi leur procurant des liquidités supplémentaires, avant de vendre leur bétail.

Des études sur les « méthodes de survie » de certains communautés (où elles existent) servent à mieux faire comprendre l'enchaînement des mesures prises par les familles pour faire face aux chocs défavorables. Si ces études ne sont pas disponibles, on suppose que les options énumérées ci-après sont utilisées dans l'ordre indiqué :

1. consommation des réserves de vivres ;
2. consommation d'aliments sauvages ;
3. dépense des économies en liquidités ;
4. emploi rémunéré ;
5. ventes de bétail ;
6. autres commerces ;
7. commerce de productions non alimentaires ;
8. redistribution autre que dans le marché.

Dans l'exemple du Schéma 5 (page 23), il est estimé que le déficit peut être comblé en partie en appliquant les stratégies suivantes :

- *consommation des réserves de vivres.* Dans cet exemple, un ménage typique stocke entre 1 et 1½ sac de céréales d'une saison à l'autre. L'emploi de ces céréales ajouterait 10 pour-cent au revenu alimentaire.
- *emploi en ville.* Si les travaux agricoles s'épuisent, la seule opportunité de gagner de l'argent est de travailler en tant que manoeuvre en ville, située à quelque distance ; les hommes y passeront, en moyenne, environ 2 mois. Les céréales sont moins chères en ville et seront donc envoyées directement à la famille ; mais pourtant, compte tenu des salaires fort bas qui sont offerts et des frais supplémentaires de transport, un ménage typique ne peut compter recevoir qu'environ 1 sac de céréales pendant cette période, soit une contribution de 8 pour-cent au revenu alimentaire.
- *ventes accrues de bétail.* Si un ménage typique vendait une autre chèvre, cette vente ajouterait 6 pour-cent au revenu alimentaire, aux prix actuels (se référer à l'estimation plus haut).

- *dons provenant d'autres membres de la famille.* Bon nombre de familles ont des liens étroits avec d'autres membres apparentés qui vivent en ville ; habituellement, ces ménages ruraux acceptent de prendre un ou plusieurs enfants de la ville pour quelques semaines pendant la saison chaude, et un paiement en liquidités équivalant à environ 10 pour-cent du revenu alimentaire (cf. « Dons » dans le graphique circulaire de la description de base). Lors d'une mauvaise année, il est estimé que ce paiement peut accroître le revenu alimentaire d'environ 15 pour-cent.

On peut donc ainsi estimer la réduction potentielle du déficit initial. Cet exemple montre que le revenu alimentaire peut être accru de 29 pour-cent, si les stratégies énoncées plus haut dans leurs grandes lignes sont appliquées (10 pour-cent, en consommant les réserves ; 8 pour-cent en travaillant comme manoeuvre en ville ; 6 pour-cent, en vendant une autre chèvre ; et 5 pour-cent en obtenant davantage de dons d'autres membres de la famille). Selon cette analyse, un ménage typique pourra ramener son déficit alimentaire, de 34 pour-cent, à seulement 5 pour-cent de son revenu alimentaire.

En vue de cette analyse, il se peut que les décideurs soient tentés de croire que, dans l'ensemble, les populations peuvent survivre dans cette situation spécifique. Mais l'analyse montre également les frais occasionnés par les stratégies servant à réduire le déficit, notamment :

- le montant des réserves consommées ; si une autre mauvaise année suit la première, la famille a moins de réserves sur lesquelles compter ;
- un membre de la famille, qui contribue une part importante au travail de manoeuvre d'un ménage, est absent pendant 2 mois, probablement à une époque où ses propres terres exigent la plus forte attention. En conséquence, les récoltes de la saison suivante sont affectées ;
- le nombre (déjà petit) de têtes de bétail que le ménage possède est réduit davantage. Il est donc susceptible d'en subir les conséquences à une autre saison, si les précipitations sont médiocres

Nous pouvons ainsi montrer les conséquences possibles des différents types d'aide, et les répercussions probables à long terme pour un ménage qui tente de « survivre » une crise alimentaire immédiate.

3

Etudes de cas : manière dont l'approche a été appliquée

Trois études de cas sont présentées ci-après. Elles illustrent la façon dont l'Approche économique alimentaire a été appliquée en vue de pouvoir prendre des décisions concernant l'aide alimentaire. La première étude décrit son application dans le sud du Soudan, en mettant en lumière un cas spécifique où elle a servi à analyser comment les besoins alimentaires immédiats ont été affectés, en conséquence d'une razzia dans le bétail. La deuxième étude expose dans ses grandes lignes la manière dont l'analyse de l'économie alimentaire a été employée dans un camp de réfugiés. Finalement, la troisième étude montre la manière dont l'analyse de l'économie alimentaire peut servir à comprendre les changements économiques résultant de la guerre au Rwanda.

3.1 Analyses des conséquences résultant d'une perte soudaine des ressources alimentaires : sud du Soudan

Etant donné la fréquence des changements dans le milieu politique du sud du Soudan, la méthode à adopter pour analyser l'insécurité alimentaire doit permettre aux organismes d'examiner la manière dont les actions motivées politiquement ou militairement affectent la sécurité alimentaire des villages.

Au sud du Soudan, diverses forces politiques font sans cesse pression sur les décideurs en matière d'aide alimentaire. On pourrait dire que le gouvernement de Khartoum préférerait que toute

l'aide destinée aux zones détenues par les rebelles cesse totalement ; les deux factions principales dans le sud luttent sans cesse, afin d'obtenir une aide plus importante dans les zones sous leur contrôle ; de nouvelles factions sont formées dans le seul but de demander l'accès aux ressources existantes. Chaque tournure nouvelle de la vie politique déclenche de nouvelles demandes d'aide. Dans ces circonstances, les décisions prises pour attribuer l'aide alimentaire sont fortement contestées. Ceci n'altère pas le fait, toutefois, qu'une aide alimentaire est requise : le personnel militaire qui cantonne dans les villes ou villages sape les réserves alimentaires ; les razzias causent la destruction des champs et du bétail ; le conflit bloque les routes du commerce ; et la crainte peut conduire les familles à s'en tenir seulement aux zones plus sûres pour la culture.

Les risques liés à la prestation d'aide humanitaire – comme celui de son détournement possible par les combattants – l'emportent-ils sur le mandat de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin ? Il est préférable de répondre à cette question dans un autre rapport. Mais, tant que l'aide se poursuit, il est possible de minimiser ces risques en employant une méthodologie qui permet aux exécutants d'identifier les plus nécessiteux et fournit une raison plus logique de parler en faveur de, ou contre l'aide alimentaire, qui peut résister la manipulation politique.

Le fait d'ouvrir des lignes de communication avec les villageois civils pour leur permettre d'expliquer

leur cas, donne plus de poids à leurs demandes et les rend plus capables de conserver l'aide qui leur a été fournie, en vue de la très forte concurrence à laquelle ils font face au sein de la communauté. Dans le sud du Soudan, l'Approche économique alimentaire a offert un cadre dans lequel les villageois ont pu fournir des renseignements, qui ont permis aux décideurs à l'ONU et à d'autres organismes de comprendre l'économie rurale.

En 1994, SCF-UK a affecté un analyste de l'économie alimentaire auprès du PAM, vers qui le PAM et d'autres organismes OLS intéressés pouvaient se tourner. L'Unité pour l'analyse de l'économie alimentaire (UAEA), située au sein du PAM, a pris forme après un an passé à forger des relations, assurer une formation et faciliter l'application. Elle comprend le directeur de l'Unité, un responsable de la formation/information, et un directeur pour la base de données. L'objectif principal de l'Unité est de fournir aux décideurs dans le sud du Soudan des informations exactes et précises sur la situation de la sécurité alimentaire des populations qui vivent dans la région. Pour ce faire, l'Unité a lancé un programme de formation, créé une base de données en vue de constituer une mémoire institutionnelle, et élaboré divers systèmes visant à encourager l'emploi effectif des informations qu'elle renferme.

Voici un exemple du type d'analyse offerte par l'Unité :

En octobre 1994, une razzia dans le bétail a eu lieu à Akot. Depuis quelques temps, cette coutume ancienne sert de prétexte aux actions militaires dans le sud du Soudan. Au cours de cette razzia, des soldats Nuers qui, à l'époque, agissaient sous la commande de Riak Machar et du MISS, ont attaqué une base militaire bien établie du M/APLS de John Garang, tuant aussi bien des civils que des militaires. Le bétail que depuis des centaines d'années les Nuers et les Dinka se volent entre eux, est depuis quelque temps une cible majeure des opérations militaires, car il constitue la base de l'économie locale et assure une nourriture, de la monnaie et les moyens d'obtenir une sécurité alimentaire à venir. L'action de tuer ou de prendre du bétail mine fondamentalement la base de pouvoir d'un ennemi et met au défi ses tentatives de nourrir ses soldats. Implicitement, cette action mine également sa réputation de protecteur du village.

Lors que la razzia d'octobre s'est produite, la toute première décision des organismes d'aide a été de déterminer la quantité d'aide alimentaire qui était

requis. Les résultats des analyses d'économie alimentaire ont toutefois suggéré que, même si les conséquences à long terme de la razzia devaient être examinées, il n'était pas nécessairement approprié de fournir une aide alimentaire immédiate.

Grâce à des enquêtes menées par des représentants de l'ONU sur le terrain¹¹, des renseignements ont été obtenus sur le nombre de têtes de bétail qui avaient été prises. Ces enquêtes ont également révélé si des cultures avaient ou non été affectées ou des magasins ruinés. On a constaté que, dans un village, entre 10 et 15 pour-cent du bétail avaient été pris ou détruit¹². La perte conséquente de lait et de viande se serait exprimée par un repli instantané du revenu alimentaire annuel, le ramenant d'environ 30 pour-cent de la normale, à 20 pour-cent du revenu alimentaire¹³, créant ainsi un déficit initial de 10 pour-cent.

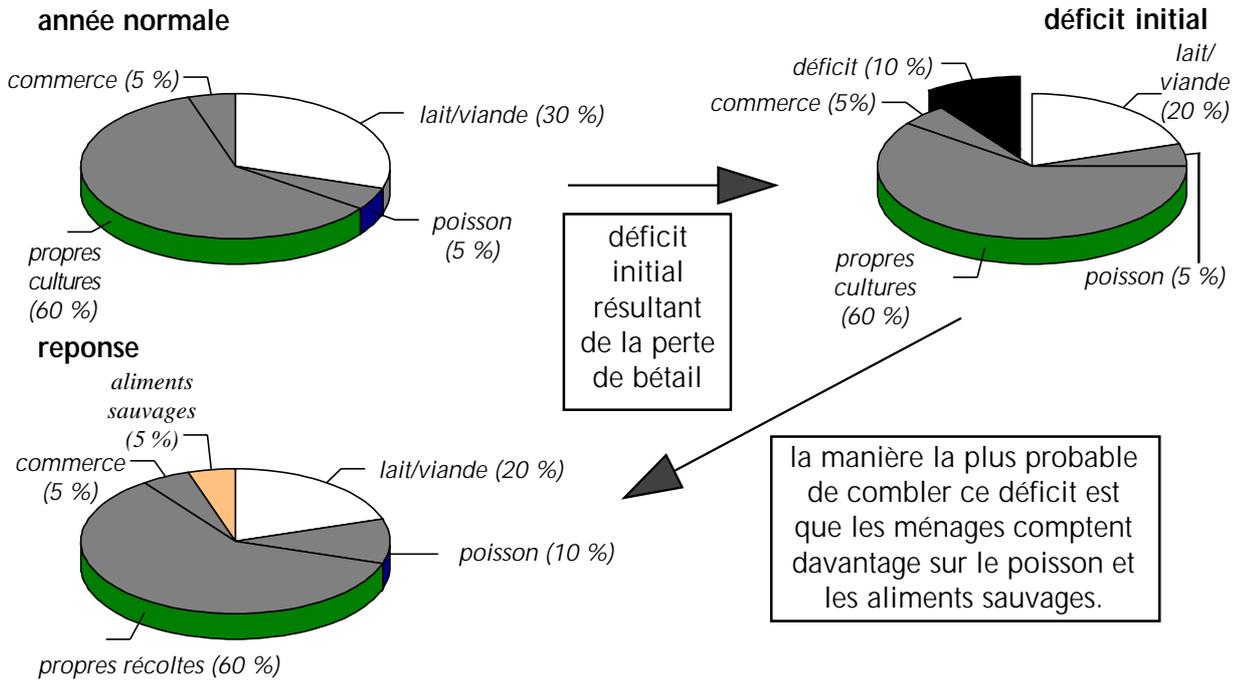
On a estimé que ce déficit aurait été contrebalancé par la consommation d'aliments sauvages (ajoutant également 5 pour-cent de plus au revenu alimentaire), car plus de personnes auraient été envoyées dans les pâturages de la saison sèche. Le rendement des cultures était bon cette année-là, ce qui a permis aux familles de compter davantage sur les cultures céréalières et non céréalières, en particulier, le manioc (cf. Schéma 6 ci-contre).

Cette analyse (que nous avons condensé aux fins de ce dossier) a encouragé le PAM et d'autres organismes d'aide à examiner d'autres possibilités que l'aide alimentaire. Les répercussions à long terme résultant de l'attaque, dont un nombre accru de femmes chefs de famille (en raison du décès des hommes adultes dans le village), les contraintes plus nombreuses dues à la reconstitution des troupeaux de bétail, et une interruption possible du commerce avec leurs voisins Nuers, ont été intégrées dans les analyses futures d'Akot et des alentours.

L'Approche économique alimentaire dans le sud du Soudan a aidé les décideurs à comprendre la manière dont l'économie rurale fonctionne et à fournir une base permettant aux pourvoyeurs d'aide alimentaire de prendre des décisions plus appropriées. L'Approche a également encouragé les directeurs de programmes à énoncer les principes de base qu'ils appliquent pour décider de l'attribution de l'aide. Par le passé, ces principes ont rarement été précis et reposaient souvent fortement sur les impressions subjectives d'un contrôleur alimentaire relatives à l'apparence physique des villageois.

Schéma 6

Comment les ménages ont survécu la razzia dans le bétail, en octobre 1994, à Akot, dans le sud du Soudan



Le fonctionnement de l'Unité de l'économie alimentaire dans le sud du Soudan affiche, toutefois, quelques points faibles. Le problème le plus important (et insoluble), peut-être, est que la qualité des informations dépend inextricablement de la qualité du personnel exécutant qui les recueille. La manière de procéder exige que ce personnel ait reçu un haut degré de formation, une bonne éducation et qu'il soit enthousiaste et motivé. Il n'est pas toujours possible de trouver un tel personnel. La qualité des informations recueillies est également inégale, si la rotation du personnel est assez fréquente. Une forte attention a été accordée à la formation, en vue d'essayer de réduire le taux de fréquence de leur rotation.

Dans les situations où les formats normalisés pour l'établissement des rapports et les directives de procédure entraînent la standardisation du processus même de recueil d'informations, leur utilisation peut ne pas donner de bons résultats, même si le personnel est motivé. Ce dernier doit être astucieux et disposé à changer de tactiques ; la délicatesse avec laquelle il aborde chaque nouvel interview et son aptitude à agir de manière appropriée, décident de la qualité des informations. Une incompatibilité existe, toutefois, entre le besoin d'adopter une approche interactive et souple, et le besoin de normaliser le processus d'informations, de sorte que celles qui sont fournies par le

contrôleur le moins expérimenté soient compatibles avec celles du reste de l'équipe.

3.2 Analyse des conséquences d'une réduction proposée des « incitations » : camp de réfugiés de Kakuma, dans le nord du Kenya

A l'origine, les initiatives visant à formaliser l'Approche économique alimentaire ont été poussées par le besoin de mieux comprendre les économies rurales et les conditions occasionnant l'insécurité alimentaire. Pourtant, ces dernières années, les analystes de l'économie alimentaire ont commencé à envisager différentes possibilités d'application de l'approche, en y incluant aussi bien des milieux urbains que des camps de réfugiés. Les initiatives qui ont le mieux réussies jusqu'à ce jour sont celles qui ont été mises en oeuvre dans les milieux de réfugiés.

Pour les directeurs de camps de réfugiés, l'un des aspects les plus contestés est la détermination du montant des rations alimentaires. Les organismes d'aide alimentaire sont déchirés entre l'obligation de fournir un niveau suffisant de vivres, d'une part, et d'assurer une responsabilité devant les organismes donateurs et réduire les frais, d'autre part. Les décisions concernant le montant des rations sont compliquées, du fait qu'il soit possible

que les responsables des camps n'aient guère de connaissances sur la manière dont les réfugiés joignent les bouts, y compris sur leur accessibilité à d'autres ressources et les réseaux pour l'échange et la redistribution à l'intérieur du camp. Une décision de changer le montant des rations ou toute autre condition dans le camp peut donc avoir de sérieuses conséquences imprévues. En l'absence d'une structure permettant de prendre des décisions, les organismes doivent souvent acquérir des enseignements par tâtonnements.

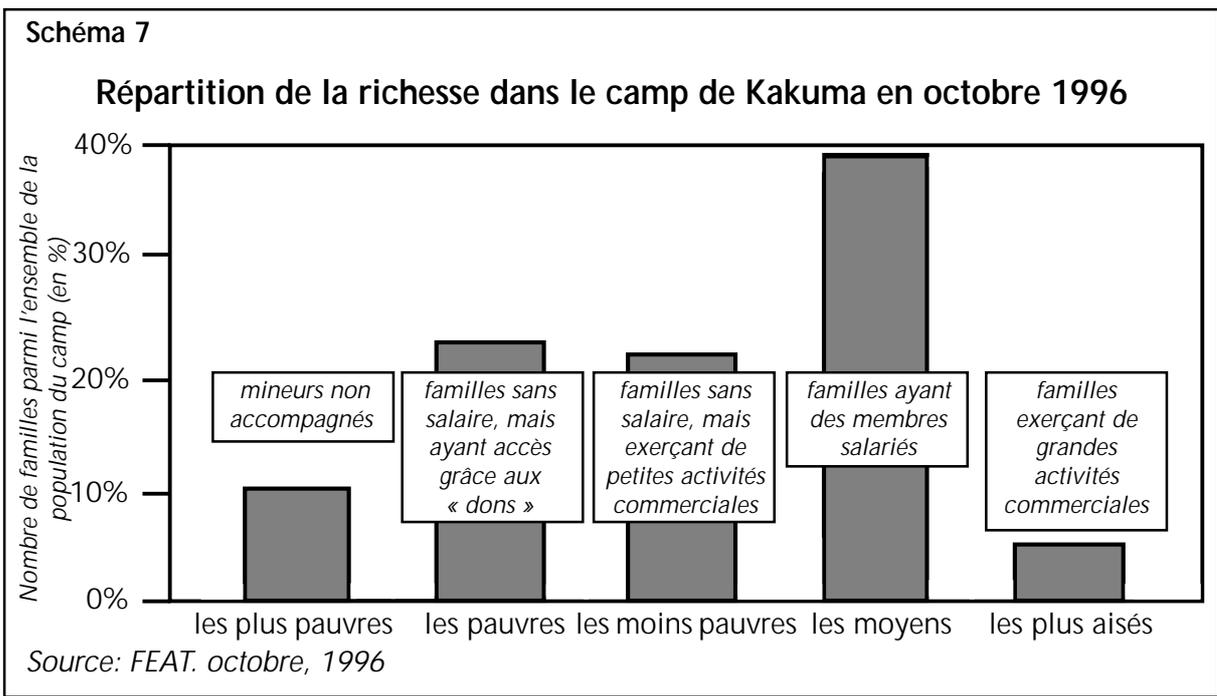
Dans plusieurs cas au cours des deux dernières années, l'HCR et le PAM ont demandé aux analystes de l'économie alimentaire de faire des évaluations avant le réexamen du montant des rations, qui s'effectue dans le cadre de la Mission annuelle pour l'Evaluation des besoins alimentaires des réfugiés. L'HCR et le PAM estiment que les évaluations de l'économie alimentaire offrent l'opportunité d'obtenir, à la fois des informations contextuelles de base sur les économies des camps, et une analyse initiale des conséquences dues au changement du montant des rations des autres intrants. De ce fait, des évaluations de l'économie alimentaire ont eu lieu dans les camps de réfugiés de Kakuma, Dadaab, dans le nord de l'Ouganda, dans l'est du Soudan et de Kebri Beyah. Nous présentons ci-après une partie de l'analyse effectuée à Kakuma :

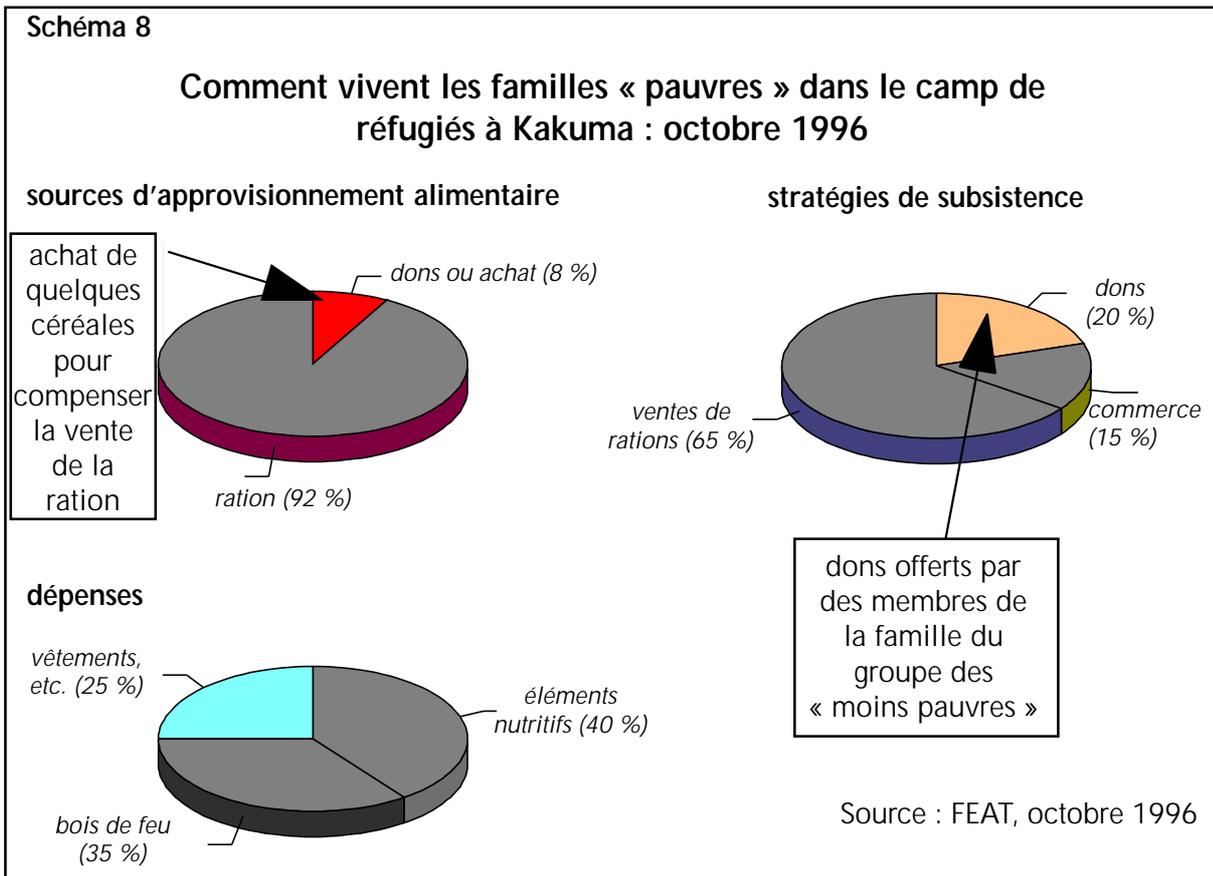
Le camps de réfugiés Kakuma est situé dans le nord du Kenya, à 95 kilomètres de la frontière avec le sud du Soudan, et abrite provisoirement environ 33.000 personnes de 11 nationalités différentes. Il

a été établi en 1992 pour accommoder l'afflux de Soudanais du sud à la suite d'une offensive de l'état ; la majorité des occupants du camp sont des Soudanais du sud. Depuis 1992, des personnes d'autres nationalités ont été transférées d'autres camps au Kenya.

Comme dans les communautés étudiées dans les analyses de l'économie alimentaire rurale, les groupes de réfugiés se distinguent par leur degré de richesse. A Kakuma, les écarts entre ces groupes sont en majeure partie fonction de l'accès aux « incitations » ou aux salaires payés par les ONG aux employés réfugiés. Aux fins de l'étude sur Kakuma, au moins cinq groupes ont été identifiés : 1. Les plus pauvres, comprenant un groupe désigné « mineurs non accompagnés », qui étaient pris en charge par le groupe ; 2. Les familles « pauvres », dont aucun membre n'avait un emploi, mais qui avaient reçu de l'aide d'autres membres de leur famille dans le camp ; 3. Les familles « moins pauvres », dont aucun membre n'était employé, mais qui recevaient des dons et exerçaient de petites activités commerciales ; 4. Le groupe moyen, dont aucun membre de la famille proche n'était employé ; et 5. Les plus aisés, habituellement des Ethiopiens ou des Somaliens, qui exerçaient des activités commerciales plus importantes, comme des maison de café ou des magasins de vidéos. Une ventilation approximative est présentée ci-après au Schéma 7.

En règle générale, on s'attend dans l'ensemble à ce que les réfugiés conçoivent des stratégies leur permettant de subvenir au moins à une part de leurs





besoins alimentaires, d'ici leur cinquième année dans un camp. De ce fait, les autorités du camp envisageaient une réduction des rations, ainsi qu'une réduction des incitations, car une vérification du nombre de personnes présentes effectuée récemment indiquait que ce nombre avait diminué. Les questions critiques, au moment, portaient sur la manière dont un changement du montant des rations alimentaires ou des incitations affecterait les réfugiés.

Une brève illustration des caractéristiques des vivres, du revenu et des dépenses du groupe « pauvre » est présentée dessus au Schéma 8. Elle donne un exemple de la manière dont les informations de base ont été résumées. Trois points concernant les caractéristiques du revenu et des dépenses de ce groupe méritent d'être mentionnés:

i) une part des rations est vendue pour obtenir des liquidités. Pour compenser cela, une quantité de céréales (environ 9 pour-cent du revenu alimentaire) est donc achetée ou, le plus souvent, reçu comme dons ;

ii) les liquidités obtenues sont, en majeure partie, obtenues en vendant des rations ; mais une part importante (20 pour-cent) est obtenue grâce aux dons offerts par d'autres membres de la famille dans le groupe des « moins pauvres ». Ils reçoivent à leur tour des dons du groupe « moyen », ceux

qui gagnent des incitations. C'est ainsi que, même si une partie seulement de la population reçoit des incitations directement, la majorité des autres ménages dans la communauté soudanaise en bénéficient partiellement.

iii) la majeure partie (40 pour-cent) des liquidités est dépensée en éléments « nutritifs », c'est-à-dire, en aliments non céréaliers, comme le lait, le sucre et les légumes.

Deux stratégies ont été mis à l'étude dans l'analyse et sont à la base des spécifications de deux problèmes :

- une réduction de 25 pour-cent des incitations ; et
- une réduction de 10 pour-cent des incitations.

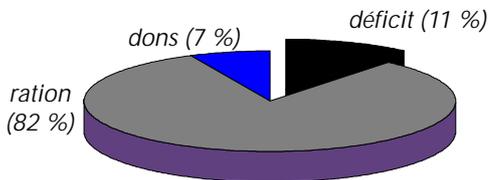
Ces réductions ont été imputées sur la description de base figurant plus haut. Les répercussions probables de ces deux problèmes sur les familles « pauvres » sont illustrées dans les graphiques circulaires ci-après, présentés au Schéma 9, page 30.

D'après l'analyse, une réduction de 25 pour-cent des incitations diminuerait à la fois le revenu alimentaire et le revenu en liquidités des familles « pauvres », en raison de la réduction probable des dons qu'elles reçoivent des familles « moins pauvres ». Premièrement, le groupe « pauvre »

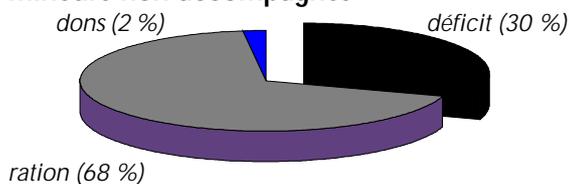
Schéma 9

Répercussions d'une réduction de la ration de 10 % sur deux groupes à Kakuma

familles « pauvres »



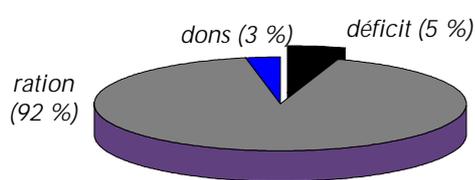
mineurs non accompagnés



Source : FEAT, mai 1997

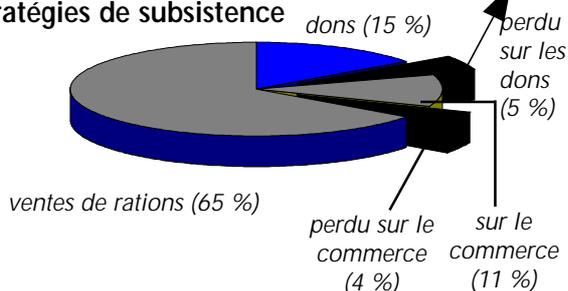
Répercussions d'une réduction de 25 % des incitations sur les familles « pauvres »

sources d'approvisionnement alimentaire



dépenses en éléments nutritifs réduites de 20 % - le budget restant couvre uniquement le lait & le sucre pour les enfants

stratégies de subsistance



recevrait moins de dons de vivres, et le revenu alimentaire subirait un déficit estimé à environ 3 pour-cent. Deuxièmement, environ 5 pour-cent du revenu en liquidités seraient perdus, une fois encore en raison d'une réduction des dons. La question qui se pose donc est de savoir quelles dépenses seraient réduites ? On pensait que le plus probable serait une réduction des dépenses en « éléments nutritifs », car l'achat de bois de feu, par exemple, ne pourrait pas être réduit. Le budget restant couvrirait uniquement le lait et le sucre pour les enfants.

Une ration réduite de 10 pour-cent affecterait également le revenu alimentaire du groupe « pauvre », mais pas seulement en réduisant proportionnellement la ration reçue (de sorte que le revenu alimentaire généré par cette ration est ramené, de 92 pour-cent à 82 pour-cent). Le revenu alimentaire généré par les dons ou l'achat est aussi légèrement réduit, de 8 pour-cent (ligne de base), à 7 pour-cent. Ceci est dû, d'une part, à une réduction des dons et, d'autre part, à une hausse de l'achat.

Si la ration est réduite, le groupe « moyen », qui gagne des incitations, doit donc dépenser une part plus importante de son revenu à l'achat de céréales, ce qui se répercute sur la quantité des dons faits. Mais, bien que la quantité des dons reçus par le groupe « pauvres » diminue, leur revenu généré par

les ventes de rations augmente (à mesure que les prix de vivres augmentent), et le revenu total augmente. Ces familles peuvent réduire les dépenses en « éléments nutritifs » et acheter une petite quantité de céréales.

Il était estimé qu'une réduction de 10 pour-cent de la ration affecterait au pire le groupe des « mineurs non accompagnés » : même au moment de l'évaluation, on a constaté qu'ils recevaient une ration inadéquate (pour leur besoin calorifique) ; ils reçoivent relativement peu de soutien dans le camp, obtenant seulement 2 pour-cent du revenu alimentaire généré par les dons.

En conclusion, l'équipe entreprenant l'évaluation de l'économie alimentaire a conseillé de ne réduire ni le nombre de personnes recevant des incitations, ni les rations, car, a-t-elle mis en garde, ceci affecterait gravement les deux segments les plus pauvres de la population. En conséquence, aucune réduction de ration, ni aucun changement dans les incitations n'ont eu lieu.

Le point fort de l'analyse de l'économie alimentaire dans ce cas était qu'elle expliquait le rapport entre les incitations et le bien-être général, non seulement des bénéficiaires directs, mais même de ceux qui n'avaient pas premier accès à l'emploi. Seulement, il n'est pas facile d'employer cette approche dans les milieux de réfugiés. Les interviewés importants

fiables sont peu nombreux et le caractère même d'un camp bouleverse le rapport qu'on espère dégager au cours d'un interview.

Sur le plan technique, l'approche vis-à-vis de « l'interviewé-clé », fondamentale pour la majorité des interviews ruraux, doit être utilisée avec une compétence particulière dans un milieu de réfugiés. Pendant ces interviews, la confiance en ces interviewés importants découle du principe que la majorité des villageois comprennent fort bien la manière dont ils – et leurs voisins – joignent les bouts. Le point de vue de ceux qui viennent de l'extérieur, comme les commerçants et les responsables agricoles, s'ajoute à ceux des villageois, et aide à concevoir une description logique ; cette description est vérifiée par rapport aux chiffres de rendement officiels, aux prix et à plusieurs autres sources de données.

Dans un camps de réfugiés, toutefois, on peut mettre en doute la supposition que certaines personnes comprennent la manière de vivre d'autres réfugiés. En outre, bon nombre des méthodes dont se servent les réfugiés pour subvenir à leurs besoins fondamentaux défie les règles du camp, et peu sont disposés à les révéler ouvertement. Les analystes doivent donc être encore plus circonspects qu'à l'ordinaire.

3.3 Déterminer qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire : Rwanda

Au Rwanda, l'équipe de SCF-UK chargé de l'économie alimentaire a récemment été invitée, de même que le FEWS et l'UE, à joindre une unité au sein du ministère de l'Agriculture. Une partie fondamentale de sa mission consistera à former le personnel du ministère sur la manière de concevoir des descriptions de base. Le FEWS et l'UE seront chargés de faire le suivi des indicateurs qui émergeront de ces informations de base. En même temps, une analyse sur la manière dont les variations de ces indicateurs pourraient affecter les ménages ruraux, sera effectuée par tous les organismes dans un cadre de collaboration.

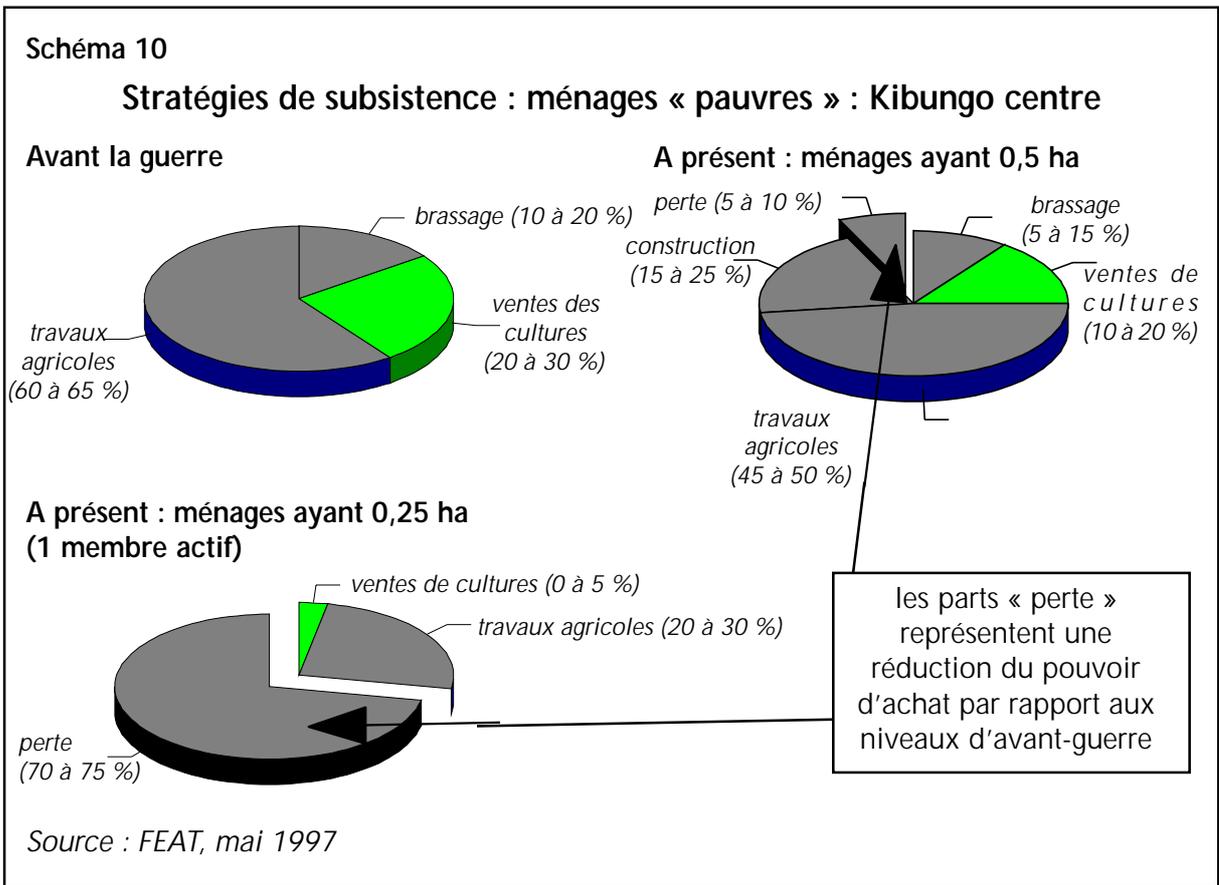
Des méthodes d'évaluation plus traditionnelles ont été utilisées par le passé, sans donner de résultats satisfaisants. Le point fort de l'Approche économique alimentaire est lié au fait que le problème fondamental au Rwanda n'est pas dû au manque de rendement des cultures, mais plutôt à un effondrement total de l'ancienne économie. Ce n'est qu'en concertant les populations rurales

mêmes sur leur mode de vivre que nous pouvons faire comprendre les changements qui se sont produits. Une description du mode de vie des familles avant le génocide a commencé à prendre forme ; elle sert de point de référence pour tous les changements qui se sont produits depuis. Voici un exemple de la manière dont l'Approche économique alimentaire a été appliquée à Kibungo, afin de comprendre l'impact économique de la guerre :

Le revenu a été affecté par les changements qui sont survenus dans le rendement des cultures et les opportunités d'emploi. Le revenu généré par le rendement des cultures (et le brassage) sera moins élevé qu'avant la guerre, en raison de la diminution des productions (d'après la FAO, les productions pour la saison de 1997 sont estimées être 90 pour-cent de la « normale ») et, pour les ménages qui partagent des terres, en raison de leur plus petite superficie cultivée. Une perte de revenu généré par les ventes de cultures a également été enregistrée, car le prix de la pomme de terre douce et du manioc n'a pas suivi le taux d'inflation général.

Actuellement, les « pauvres » sont en mesure de trouver autant de travaux agricoles qu'avant la guerre. Les familles « moyennes » ont signalé qu'elles n'employaient pas autant de manoeuvres qu'auparavant et un plus grand nombre de familles ont recours à l'emploi rémunéré, mais le nombre de personnes qui cherchent du travail a diminué parce que le travail pour les migrants a cessé. En conséquence, contrairement à d'autres régions étudiées au Rwanda, le taux des ouvriers agricoles à Kibungo ont plus ou moins suivi l'inflation, probablement en raison d'une pénurie générale de manoeuvres... ». Pour les familles « pauvres », ces changements ont des répercussions qui sont exprimées au Schéma 10 (cf page 32), en tant que pourcentage du revenu perdu pour cause d'un repli du pouvoir d'achat global.

Les six prochains mois seront une période transitoire, étant donné que les ménages qui partagent des terres actuellement ont commencé à être rétablis. Un suivi minutieux de la situation est recommandé, car on ne peut préciser actuellement comment le processus de rétablissement affectera la sécurité alimentaire. Quel accès les familles auront-elles au propre rendement de leurs cultures, à mesure qu'elles sont rétablies ? Seront-elles en mesure de récolter ces cultures dans les champs qu'elles cultivent à présent, et d'emporter des réserves de vivres avec elles ? Et combien de temps leur sera-t-il nécessaire pour mettre en place leur



*nouvelles fermes et être autonomes ? Comment le rétablissement affectera-t-il les opportunités d'emplois de manoeuvres et, en particulier, de quelle manière le rétablissement affectera-t-il les familles qui ne sont pas une main-d'oeuvre adéquate, comme les veuves avec de jeunes enfants?*¹⁴

Sans le contexte d'avant-guerre, les informations sur le repli des activités générant un revenu aujourd'hui n'auraient guère de sens. L'analyse de l'économie alimentaire a soulevé plusieurs questions importantes au Rwanda, aidant ainsi à

guider les initiatives futures de collecte d'informations. L'unité multi-organisations au Rwanda est d'une importance primordiale, car on connaît actuellement si peu sur la manière dont la guerre a affecté l'économie, et pourtant, il est essentiel d'en avoir connaissance pour une planification appropriée en matière de réadaptation et de développement. Une fois le travail préparatoire en place pour une planification et analyse en collaboration, une opportunité fascinante se présente de débattre, tirer des enseignements et finalement prendre de meilleures décisions pour l'économie rurale du Rwanda.

4

Quelle direction maintenant

Les exécutants de l'économie alimentaire admettent tout à fait qu'au-delà des nombreux interviews entrepris sur le terrain pour établir la ligne de base initiale, et de l'allusion aux ressources secondaires existantes, la vérification est l'un des domaines plus faibles de leur activité. En même temps, la vérification sur le terrain est pourtant un domaine où peu de méthodologies, pour ne pas dire aucune, ont donné des résultats. Il a donc été difficile de tirer des enseignements de l'expérience des autres. Une certaine part de vérification a eu lieu avec le programme « Risk Map », en mettant en comparaison ses prédictions avec ce qui s'est réellement produit. Si une vérification est effectuée dans un milieu non contrôlé, un problème se pose, bien entendu, à savoir que tant de facteurs peuvent affecter le résultat, que vous ne pouvez pas maîtriser uniquement ceux que vous voulez suivre. Les résultats initiaux de vérification étaient encourageants, mais il est difficile de tirer des conclusions de cette manière. Il est évident que d'autres travaux doivent être entrepris dans ce

domaine, et de nouvelles méthodes élaborées pour vérifier les informations de base sur l'économie alimentaire et l'analyse des stratégies. Il n'est guère probable qu'il existe des solutions rapides à ce défi : les informations provenant de la recherche effectuée sur le terrain en matière d'économie alimentaire ne peuvent être confirmées (ou contestées) qu'en entreprenant d'autres travaux de recherche détaillés sur le terrain, ce qui prend du temps, coûte de l'argent et du personnel. La façon la plus logique de poursuivre cette vérification est de regrouper les ressources avec des organismes plus grands chargés de suivre la sécurité alimentaire, qui ont un intérêt commun à ce que les informations de base soient de haute qualité. Ces organismes pourraient comprendre CARE, qui travaille depuis plusieurs années sur les systèmes alimentaires, le PAM et ses cartes d'évaluation de la vulnérabilité (Vulnerability Assessment Mapping) avec le Système d'alerte rapide sur la famine (FEWS), et des ONG, comme OXFAM et CONCERN, qui effectuent des études sur la sécurité alimentaire rurale depuis un certain temps.

Notes

- 1 Les écarts de richesse sont souvent exprimés dans plus de trois groupes. Suite aux activités sur le terrain, les populations sont habituellement ventilées en quatre, cinq ou même six différentes catégories de richesse. On les désigne ici « pauvre », « moyenne » et « riche » pour donner un exemple.
- 2 Ces problèmes sont moins sévères lorsque les démarcations des ZEA chevauchent celles de plus petites régions administratives (comme les sous-districts), de sorte que même si une ZEA traverse un district ou une démarcation régionale, on peut continuer de se la représenter en fonction des sous-districts qui la compose.
- 3 Cf. paragraphe 2.2.9 sur le recueil d'informations – page 18.
- 4 Note de l'éditeur : Une critique de l'approche qui revient sans cesse est que dans bien des milieux, une année « normale » ne signifie guère grand-chose, en particulier lorsque le conflit en est un élément important. Comme on le remarquera dans ce dossier, les analystes de l'économie alimentaire admettent que le concept de « normalité » pose certaines difficultés et ils font maintenant parfois référence aux années de base, sans suggérer que ce soit « normal » d'une manière quelconque. En dépit de cela, l'approche cause encore certaines préoccupations : en minimisant l'importance de la « normalité », on risque éventuellement d'avoir probablement à recréer les bases ou à les vérifier plus souvent. Ceci aura des répercussions inéluctables sur la quantité des ressources nécessaires au « maintien » du cadre de l'économie alimentaire dans une situation quelconque. Lorsque les ressources sont rares, une plus grande concurrence peut s'établir entre les systèmes de recueil d'informations « officiels » et ceux qui font partie de l'Approche économique alimentaire. En outre, la détermination des besoins en aide alimentaire est plus difficile si l'on s'éloigne d'un concept de « normalité ». L'Approche économique alimentaire qui suppose, avant tout, que pendant les années « normales », la majorité des gens survivent, devient moins utile, car il ne s'agit plus d'une comparaison entre une situation actuelle et une année normale. Ainsi, si l'analyse révèle que la situation n'est pas pire que pendant l'année de base, on ne pourrait déterminer si les niveaux d'aide alimentaire devraient augmenter, diminuer ou demeurer les mêmes, sans être certain de savoir s'ils étaient adéquats pendant une année de base.
- 5 L'analyse de l'économie alimentaire porte, en majeure partie, sur la communauté économique active - personnes qui se sont scindées de leur famille et dépendent entièrement de la protection de l'état, et les activités criminelles ne sont pas examinées dans l'analyse initiale. De la même façon, on ne tient pas compte des plus riches (5 pour-cent de la population).
- 6 Pour les études concernant l'économie alimentaire, 1900 kcal/personne/jour est la moyenne utilisée, en supposant une répartition normale des âges dans une famille.
- 7 La valeur calorifique de la plupart des céréales est environ 350 kcal/100g. Sur cette hypothèse, une famille de six qui se nourrit à base de céréales - la majeure partie des calories provient des céréales - doit consommer environ 3kg de céréales par jour ($1.900 \times 6 / 3.5 / 1000$), soit un sac de plus de 90kg par mois.
- 8 Exemple extrait du 'Sommaire de l'atelier sur l'économie alimentaire, Hargeisa, du 4 au 9 octobre 1997'
- 9 Cette liste n'est pas complète et fournit quelques exemples à titre informatif. Les « niveaux » soulignés sont les plus courants (sans pour autant être exclusifs) où l'on peut trouver ces informations.
- 10 Dans ce cas, les ménages « très pauvres » étaient ceux qui possédaient environ 1 hectare de terres.
- 11 Pour un rapport complet sur l'économie alimentaire d'Akot et les conséquences de la razzia d'octobre 1994, veuillez vous adresser à l'Unité pour l'analyse de l'économie alimentaire du PAM, dans Operation Lifeline Sudan, Gigiri, Nairobi, Kenya.
- 12 Les familles d'un village ont des contacts avec les villages avoisinants, grâce aux liens familiaux et le droit de propriété sur le bétail d'un troupeau est détenu par des ménages qui vivent dans plusieurs villages différents. La razzia aurait donc affecté les villages avoisinants, et pas uniquement le village qui avait été attaqué.
- 13 Basé sur l'hypothèse que 20 pour-cent du bétail du troupeau auraient été traités à un moment ou un autre, chaque vache produisant 1,5 litre de lait.
- 14 FEAT, Kibungo centre, Rwanda, Analyse de l'économie alimentaire des ménages, juillet-déc. 1997.

Acronymes

ERP	Evaluation rurale participative	OLS	Operation Lifeline Sudan
ERR	Evaluation rurale rapide	M/APLS	Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan
FAO	Organisation (des Nations unies) pour l'alimentation et l'agriculture	MISS	Mouvement pour l'indépendance du sud du Soudan
FEWS	Système d'alerte rapide sur la famine (Agence des Etats-Unis pour le développement international)	PAM	Programme alimentaire mondial (des Nations unies)
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	UE	Union européenne
INDV	Indice normalisé de disparité dans la végétation	UAEA	Unité pour l'analyse de l'économie alimentaire
ONG	Organisation non gouvernementale	ZEA	Zone économique alimentaire

Références

Allen, P. and Boudreau, T, "Notes on the Food Economy of Akot, with an analysis of the effects of the October Cattle Raid" (Notes sur l'économie alimentaire d'Akot, et analyse des conséquences de la razzia dans le bétail, en octobre), SCF-UK/PAM, octobre, 1994

Boudreau, T., "Combining Risk Map Analysis and Climate Prediction: The Possible Effects of El Niño on Rural Households in Zimbabwe" (Regrouper l'analyse « Risk Map » et la prédiction des climats : conséquences possibles d'El Niño sur les ménages ruraux au Zimbabwe), commissionnée par OFDA, septembre, 1997.

Boudreau, T, King, A., and Lawrence, M, "Household Food Economy Assessment of Kakuma Refugee Camp," (Evaluation de l'économie alimentaire des ménages du camp de réfugiés à Kakuma) novembre 1996

King, A and Lawrence, M, "Household Food Economy Assessment of Kibungo, Rwanda" (Evaluation de l'économie alimentaire des ménages de Kibungo, Rwanda), mai 1997

Moseley, B. and Earl, J., "Risk Map Report: Zimbabwe" (Rapport « Risk Map » : Zimbabwe), SCF-UK Projet « Risk Map », décembre 1996

AUTRES OUVRAGES A LIRE :

FEAT Food Economy Reports (Rapports sur l'économie alimentaire de FEAT) (Documents disponibles auprès de SCF-UK Food Economy Assessment Team, Regional Office for Eastern Africa, P.O. Box 39664, Nairobi, Kenya)

Camps de réfugiés

Kakuma, Kenya, octobre 1996 et 1997: Dadaab, Kenya, 1996 et 1997: Kebri Beyah/Rabasso, Ethiopie, décembre 1996: Soudanais du sud dans le nord d'Ouganda, avril 1997: Réfugiés érythréens et éthiopiens, Soudan de l'est, avril 1997

Evaluations rurales

Rwanda: Byumba, février 1997: Kibungo, mai 1997: Gokongoro/Butare, mai 1997

Kenya: Wajir, juin 1997: Lower Kitui, juillet 1997:

Tanzanie: Mtwara et Lindi, octobre 1997

Ethiopie: Plaines Tekeze, juillet 1997: Dega North Wollo, juillet 1997

RRN

Historique

Le Réseau aide d'Urgence et Réhabilitation (RRN) a été conçu en 1992 et inauguré en 1994. Son objectif est de permettre l'échange de renseignements professionnels dans le domaine croissant de l'aide humanitaire. Le besoin pour un tel système a été identifié au cours de recherches menées par l'Overseas Development Institute (ODI) concernant le rôle changeant des ONG dans les opérations d'aide d'urgence et de réhabilitation. Il a été établi après que d'autres réseaux administrés au sein de l'ODI eurent consultés. Depuis avril 1994, le RRN offre régulièrement trois types de publications: des Revues sur l'état des connaissances, des Dossiers thématiques et des Bulletins d'information en anglais et en français. Le RRN entre actuellement dans sa seconde phase de trois ans (fin 1996 - fin 1999), avec le soutien de quatre nouveaux donateurs – DANIDA, le Ministère irlandais des affaires étrangères, SIDA (Suède) et DFID-UK. Au cours de cette phase de trois ans, le RRN cherchera à accroître sa portée et son importance pour le personnel des organismes d'aide humanitaire et à promouvoir encore davantage la bonne pratique.

Objectif

Améliorer la politique de l'aide et son application, comme elle concerne des situations politiques d'urgence complexes.

But

Contribuer à l'apprentissage individuel et institutionnel en encourageant l'échange et la diffusion d'informations pertinentes au développement professionnel de ceux dont l'activité consiste à assurer une aide humanitaire.

Activités

Commissionner, publier et diffuser les études et les observations concernant les questions de bonne application pratique en matière de politique et de programmation dans les opérations humanitaires, principalement sous la forme de publications écrites en anglais et en français.

Public ciblé

Les personnes et les organismes dont l'activité consiste à assurer une aide humanitaire aux niveaux national et international, au siège et hors siège, dans le 'Nord' et le 'Sud'.

Le Réseau aide d'Urgence et Réhabilitation a le soutien de :